



Revue sur l'efficacité du développement au **Rwanda**



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

Novembre 2024





Revue sur l'efficacité du développement au **Rwanda**



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

Novembre 2024

REMERCIEMENTS

La présente Revue de l'efficacité du développement du Rwanda, entreprise par la Banque africaine de développement, est le fruit d'une collaboration entre la Division Performance institutionnelle et responsabilité (SNDR.1) et le personnel du bureau pays de la Banque au Rwanda (CORW). Horia Sohir Debbiche et Ihcen Naceur (SNDR.1) ont été chargés de la préparation du présent rapport. Nous tenons à exprimer notre gratitude à Walter Odero, Bernis Byamukama, Mpho Chinyolo, Lambert Nkuruziza, Moses Kazoora et Claudine Simbi Gakihane pour leur contribution à ce rapport. Augustin Kouadio Adom, Honoré Menzan et Joël Sery ont apporté un appui statistique précieux. Nous remercions également les pairs évaluateurs pour leurs observations pertinentes. Il s'agit de Justin Murara, Jeremy Aguma, François Tetero, Malinga Peter et Arkins Kabungo. La préparation du rapport a été supervisée par Olivier Shingiro, Chef de la Division Performance et responsabilité institutionnelle, et Aissa Toure Sarr, Cheffe de bureau pays, CORW. Nous tenons par ailleurs à remercier Luqman Mahoro, le photjournaliste, et Creon Design, chargés de la conception graphique, ainsi que les traducteurs, pour leur contribution au rapport.

Nnenna NWABUFO

Directrice générale, Bureau régional de développement et de prestation de services pour l'Afrique de l'Est, Banque africaine de développement

Armand NZEYIMANA

Directeur, Département Impact sur le développement et résultats, Banque africaine de développement

Photo de couverture : Premier campus de l'université Carnegie Mellon en Afrique : un nouveau modèle pour l'enseignement supérieur en Afrique de l'est.

Photo : BAD

© 2024 Groupe de la Banque africaine de développement

Tous droits réservés. Publié en Novembre 2024

Groupe de la Banque africaine de développement
Revue sur l'efficacité du développement au Rwanda

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions et les politiques de la Banque africaine de développement (la Banque), de son Conseil des gouverneurs, de son Conseil d'administration ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque et son Conseil d'administration ne sauraient garantir l'exactitude des données figurant dans le présent document ni être tenus responsables des conséquences de leur utilisation.

En faisant référence à un territoire ou à une zone géographique spécifique, ou en utilisant le terme « pays », la Banque n'entend porter aucun jugement sur le statut juridique ou autre d'un territoire ou d'une zone.

La Banque encourage l'impression ou la copie d'informations exclusivement à des fins personnelles et non commerciales, avec mention appropriée de la Banque. Il est interdit aux utilisateurs de revendre, redistribuer ou créer des publications dérivées à des fins commerciales, sans le consentement exprès et écrit de la Banque.

Note : Dans le présent rapport, « USD » renvoie au dollar des États-Unis. Taux de conversion au 31 décembre 2023 : 1 unité de compte (UC) = 1,33367 USD (Banque africaine de développement, Rapport annuel 2023).

Groupe de la Banque africaine de développement

Avenue Jean-Paul II 01 BP 1387
Abidjan 01, Côte d'Ivoire

www.afdb.org

Credit photo: Luqman Mahoro

Sommaire

Introduction	1
Situation du pays	3
Économie et gouvernance	3
Qualité de vie	6
Changement climatique et croissance verte	8
Secteurs clés et priorités d'investissement stimulant le développement du Rwanda	9
Le Rwanda et la Banque : un partenariat qui ne cesse de se renforcer	15
Historique du partenariat et présence de la Banque au Rwanda	15
Récapitulatif des engagements de la Banque au Rwanda au cours de la période 2012-2022	18
La contribution de la Banque au développement durable	21
Promouvoir le développement durable par des interventions axées sur les infrastructures et des approches synergiques	21
Renforcement de la capacité et de la résilience économiques grâce au développement des compétences, à la croissance du secteur privé et à l'appui aux chaînes de valeur agricoles	29
Principaux enseignements	37
Le chemin du Rwanda vers la prospérité : tirer parti de l'intégration régionale, de l'innovation et des infrastructures pour une croissance inclusive	37
Les interventions de la Banque au Rwanda offrent également des enseignements précieux pour l'avenir	38
Perspectives	40
Conclusion	43
Annexe - Note méthodologique	45

Sommaire

Liste des figures

Figure 1	PIB du Rwanda en augmentation constante entre 2012 et 2023	4
Figure 2	Composition du PIB du Rwanda par secteur	9
Figure 3	Le Rwanda et les stratégies de la Banque pour les DSPs 2012–2016, 2017–2021 et 2022–2026	17
Figure 4	Répartition sectorielle au cours de la période 2012–2022	18
Figure 5	Évolution des investissements de la Banque au Rwanda de 2012 à 2023	19
Figure 6	Répartition sectorielle des projets achevés au cours de la période 2012–2022	19

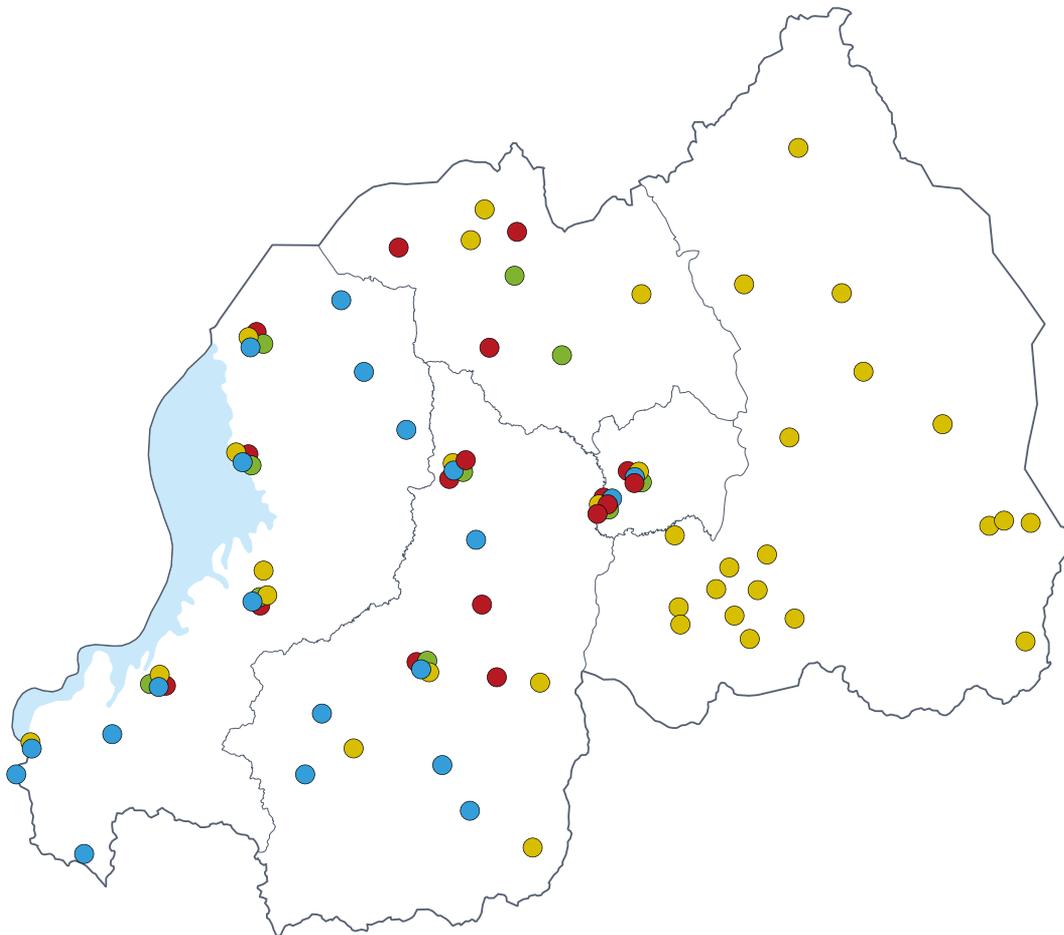
Liste des encadrés

Encadré 1	Appui de la Banque au Rwanda pendant la pandémie de la Covid-19	4
Encadré 2	Aperçu des principales interventions de la Banque dans le secteur des transports au Rwanda	22
Encadré 3	La construction d'une route permet d'améliorer les infrastructures et de renforcer les mesures de sécurité sur le chemin menant vers une école rwandaise	24
Encadré 4	L'énergie au service du progrès : le projet KivuWatt en faveur de solutions énergétiques innovantes	25
Encadré 5	Solutions énergétiques innovantes au Rwanda : utilisation du gaz et des ressources en eau	26
Encadré 6	L'électricité au service du progrès : rôle déterminant joué par John BG dans l'alimentation en énergie du pôle agro-industriel de Gabiro au Rwanda	27
Encadré 7	Transformer les vies : l'histoire de Nadine I. qui bénéficie d'un meilleur accès à l'eau et à un prix abordable dans sa communauté	29
Encadré 8	Le Programme pour les compétences, l'employabilité et l'entrepreneuriat (SEEP) en chiffres	30
Encadré 9	Centre d'excellence régional de l'université du Rwanda : une référence en matière d'innovation médicale en Afrique de l'Est	32
Encadré 10	Transformation des vies et autonomisation des communautés : impact du projet PAIGELAC sur les pêcheurs au Rwanda	33
Encadré 11	De Vendeuse de Rue à PDG : Le Parcours Inspirant de Réussite Entrepreneuriale de Dusabe Noeline au Rwanda	34

Liste des tableaux

Tableau 1	Indicateurs économiques	5
Tableau 2	Indicateurs de gouvernance	6
Tableau 3	Indicateurs sociaux et de qualité de vie	7
Tableau 4	Indicateurs environnementaux et climatiques	8
Tableau 5	Indicateurs en matière d'infrastructures	11
Tableau 6	Les financements de la Banque en Afrique de l'Est depuis 1967	15
Tableau 7	Résultats dans le secteur des transports	22
Tableau 8	Résultats dans le secteur de l'énergie	24
Tableau 9	Résultats dans le secteur de l'eau et de l'assainissement	28
Tableau 10	Résultats en matière de compétences et d'éducation	30
Tableau 11	Résultats dans le secteur de l'agriculture	33

Cette carte indique les 105 localisations géographiques des 37 opérations de la Banque achevées au cours de la période 2012–2022 dans chacune des High 5.



Les High 5

- Éclairer l'Afrique
- Nourrir l'Afrique
- Industrialiser l'Afrique
- Intégrer l'Afrique
- Améliorer la qualité de vie



Soutenir l'industrialisation du Rwanda :

Le programme d'expansion de l'accès à l'électricité - Phase II, le premier financement de la Banque basé sur les résultats, vise à établir 8 112 km de lignes de distribution et 193 336 nouvelles connexions électriques au réseau, dont 2 112 pour une utilisation productive, afin de stimuler l'industrialisation.

Introduction

La présente Revue de l'Efficacité du Développement Pays (REDP) examine le parcours de développement du Rwanda et la contribution de la Banque africaine de développement aux résultats du pays. Elle propose une analyse approfondie du partenariat de longue date entre la Banque et le Rwanda, tout en tirant des enseignements critiques de la trajectoire remarquable de développement du pays. Ce rapport fait suite à un premier rapport sur le Rwanda publié en 2012, couvrant la période 2009–2011¹. La Banque a collaboré avec les autorités gouvernementales compétentes pour produire cette deuxième édition, axée sur la décennie 2012 à 2022.

Bien que le Rwanda ait été proactif dans la réduction de la pauvreté en Afrique, parvenant à sortir près d'un habitant sur dix de la pauvreté au cours de la période examinée, ces progrès ont été fortement affectés par la pandémie de la COVID-19. La crise a inversé certains de ces progrès. Cela souligne l'importance de poursuivre les efforts pour maintenir et renforcer ces acquis durement obtenus². Malgré un contexte mondial marqué par des incertitudes financières et une inflation croissante, le pays a su préserver une dynamique économique robuste, enregistrant un taux de croissance annuel moyen du PIB réel de 7%, nettement supérieur à la moyenne de 4% en Afrique subsaharienne. En 2023, cette dynamique s'est renforcée avec une croissance du PIB réel atteignant 8,2%. Cependant, en dépit de ces performances économiques impressionnantes, la création d'emplois n'a pas progressé au même rythme que l'expansion rapide de la population jeune, qui constitue près de 40% de la population

totale. Par conséquent, le taux de chômage chez les jeunes âgés de 16 à 30 ans s'élève actuellement à 22%.

À l'échelle du continent, la Banque africaine de développement s'attaque au défi de promouvoir une croissance inclusive et de faciliter la transition vers une économie verte en intensifiant ses efforts et ses investissements dans ses cinq domaines prioritaires, connus sous le nom de « High 5 ». Parmi ces priorités, « Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie » et « Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique » jouent un rôle central dans la mise en œuvre du Document de Stratégie Pays (DSP) du Rwanda 2022–2026 ainsi que des DSP précédents. Ces orientations visent à stimuler une croissance fondée sur la productivité, à renforcer la participation du secteur privé et à accélérer la transformation structurelle du pays.

Composé de six chapitres, le présent REDP porte sur l'appui et les interventions de la Banque au Rwanda. Le premier chapitre donne un aperçu de la trajectoire du développement économique du Rwanda, en mettant en lumière sa résilience et les progrès accomplis malgré les difficultés. Le second chapitre analyse l'évolution du partenariat entre le Rwanda et la Banque. Le troisième chapitre examine la contribution spécifique de la Banque au développement du Rwanda. Le quatrième chapitre présente les principaux enseignements tirés de l'intervention de la Banque. Enfin, la dernière partie donne un aperçu prospectif des priorités de la Banque, qui s'alignent sur la vision du Rwanda à l'horizon 2035.

La contribution de la Banque aux résultats de développement au Rwanda de 2012 à 2022



Source: BAD

- https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/development_effectiveness_review_2012_-_rwanda.pdf
- Des statistiques actualisées sur la pauvreté sont attendues d'ici la fin 2024 à travers une enquête nationale auprès des ménages. Voir le CSP Rwanda 2022-2026, disponible à : <https://www.afdb.org/fr/documents/rwanda-document-de-strategie-pays-2022-2026>



Élargir l'accès à l'eau et aux services d'assainissement durables :

Le projet d'approvisionnement en eau en vrac de Kigali, un partenariat public-privé (PPP) novateur avec Kigali Water Limited, est le premier producteur d'eau indépendant à grande échelle du Rwanda. Il fournit de l'eau potable à Kigali et aux districts voisins, améliorant la qualité de vie et atteignant 11 % de l'objectif national de production d'eau.

Situation du pays

L'évolution de la situation économique du Rwanda depuis les années 1990 est une remarquable histoire de résilience et de transformation. Sortant de l'ombre du Génocide des Tutsis en 1994, la nation s'est engagée sur la voie de la paix, du développement économique et de la renaissance sociale, avec comme point culminant l'ambitieuse Vision 2020, et à présent la Vision 2050. Le présent document fait état des aspirations du Rwanda ainsi que des efforts qu'il déploie pour atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire (2035) et, à terme, le statut de pays à revenu élevé (2050), tout en répondant à des préoccupations urgentes, notamment en ce qui concerne le changement climatique, les fluctuations des prix des produits de base et l'impact résiduel de la pandémie de COVID-19, entre autres. Il met également en lumière les difficultés particulières et les progrès exceptionnels du pays dans les secteurs clés que représentent les infrastructures, l'agriculture et les services.

Économie et gouvernance

Développement économique du Rwanda : du redressement à la prospérité malgré les difficultés

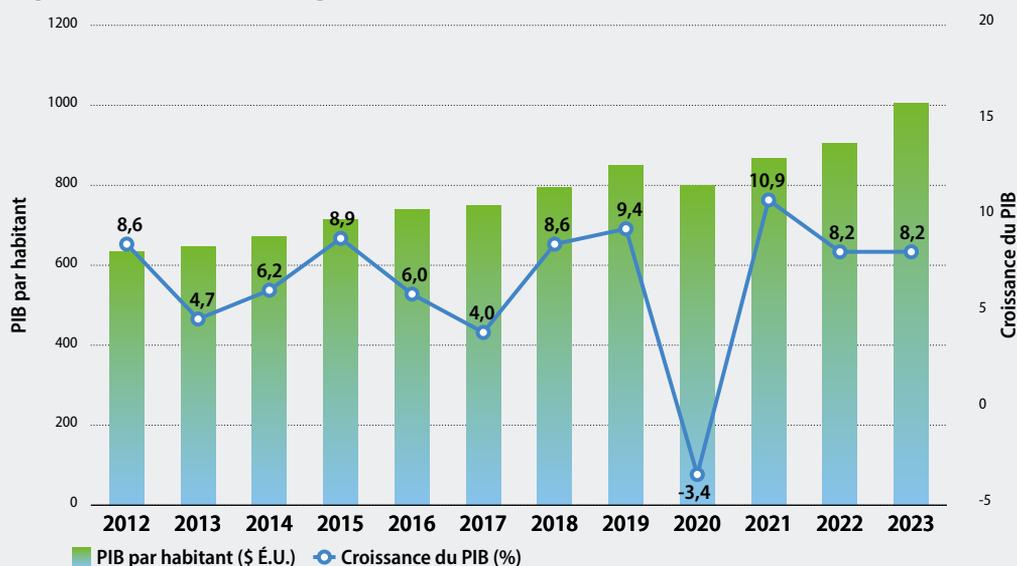
Le développement économique du Rwanda a connu des phases distinctes depuis les années 1990. Après le Génocide des Tutsis de 1994, l'objectif principal était d'instaurer la paix et d'engager le pays sur la voie du redressement économique et social. Par la suite, la Vision 2020, un cadre pour le développement du Rwanda, a été mise en œuvre pour renforcer ce processus de redressement, engageant le pays sur une nouvelle et ambitieuse trajectoire de développement. L'objectif affiché était de passer, d'ici deux décennies, d'une agriculture de subsistance à une économie fondée sur le savoir, en positionnant le pays comme un pôle de services régional. En 2020, le Rwanda a élaboré la [Vision 2050](#), qui fixe un nouveau cap qui lui permettra d'atteindre le niveau de vie des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2035 et celui des pays à revenu élevé d'ici 2050. La Stratégie nationale de transformation (NST), stratégie ajustable sur sept ans, définit les plans du gouvernement rwandais pour réaliser sa vision du développement économique à l'horizon 2020 et 2050. La première stratégie, la NST-I, couvre la période 2017-2024.

Au cours de la dernière décennie, l'économie rwandaise a affiché une solidité remarquable, avec des taux de croissance élevés, sauf pendant la pandémie de COVID-19 en 2020 où un repli a été observé (voir l'encadré 1 relatif à l'appui de la Banque pendant la pandémie). Le taux de croissance du PIB réel est resté élevé, atteignant 10,9 % en 2021 et 8,2 % en 2022 et 2023 (voir la figure 1 et le tableau 1). Cette croissance économique soutenue s'est accompagnée d'une augmentation substantielle du revenu par habitant, qui est passé de 633 USD en 2012 à 906 USD en 2022. Partant de très loin, le Rwanda a accompli de constants progrès

pour améliorer l'administration fiscale et accroître les recettes fiscales. En 2022/2023, 65,7 % du budget a été financé par les recettes fiscales du pays, ce qui représente une augmentation significative par rapport au taux de 43 % en 2000. Toutefois, l'économie du Rwanda est confrontée à divers défis, notamment une diversification économique limitée, des pressions inflationnistes et des coûts élevés pour les entrepreneurs du fait de son enclavement et de l'absence d'infrastructures. Plus spécifiquement, la dépendance du pays à l'égard de l'agriculture pluviale, qui représente 25 % du PIB, et une approche étroitement axée sur quelques exportations de produits de base (tels que les minerais, le café, le thé et, plus récemment, le tourisme) sont des vulnérabilités potentielles qui méritent une attention stratégique pour un développement économique durable et résilient.

Le Rwanda a réalisé des progrès significatifs en matière de mobilisation des recettes intérieures et de réduction de la dépendance à l'aide, mais des défis subsistent. La capacité du Rwanda à mobiliser ses recettes intérieures s'est améliorée, passant de 10,7 % du PIB en 2012 à 19 % en 2022, permettant au pays de financer 65,7 % de son budget à partir de sources nationales en 2022. Cela, associé aux contraintes financières mondiales et aux changements des conditions géopolitiques des pays donateurs, a entraîné une diminution des financements d'aide alloués au budget, passant de 38 % en 2012 à 17 % en 2022. D'autres facteurs expliquant cette baisse des flux d'aide incluent la pression accrue sur les pays donateurs pour se concentrer sur les défis internes, tels que l'immigration, le chômage et la protection sociale. En raison de la baisse de l'aide, les emprunts publics ont augmenté en vue d'éponger les déficits, ce qui a entraîné une augmentation considérable de l'encours de la dette, qui est passé de 21 % du PIB en 2012 à 67,5 % du PIB en 2022. Le Rwanda a augmenté son

Figure 1 : PIB du Rwanda en augmentation constante entre 2012 et 2023



Source : Département de la statistique de la Banque

Encadré 1 : Appui de la Banque au Rwanda pendant la pandémie de la Covid-19

La Banque a alloué 100,1 millions d'USD au Programme d'appui budgétaire à la riposte contre la COVID-19 au Rwanda, mis en œuvre de mai 2020 à décembre 2021. Le programme visait à renforcer le système de santé du Rwanda, à améliorer la résilience économique et à atténuer l'impact de la pandémie sur les populations vulnérables grâce à une protection sociale élargie.

Une évaluation indépendante a mis en évidence ses résultats positifs. Le Rwanda a considérablement augmenté sa capacité de dépistage quotidienne, qui est passée de 200 à 5 000 échantillons, en créant 11 laboratoires décentralisés et en formant 1 797 professionnels de la santé, se positionnant ainsi comme chef de file dans la riposte régionale à la COVID-19. Le gouvernement a complété ces efforts par des campagnes médiatiques visant à promouvoir des mesures préventives telles que le lavage des mains, l'assainissement, la distanciation sociale et l'hygiène.

Pour renforcer la résilience économique et sociale, les mesures suivantes ont été mises en œuvre :

- La création du Fonds de relance économique en faveur du secteur privé accorde des prêts et des garanties de crédit à 3 741 entreprises, y compris aux MPME et aux grandes entreprises dans divers secteurs tels que l'hôtellerie, le transport public et l'enseignement.
- Les services financiers ont bénéficié à 71 675 personnes, groupes et coopératives, et visaient particulièrement à appuyer les micro-entreprises et les travailleurs occasionnels. Par ailleurs, 2 477 personnes ont bénéficié d'une formation dans des métiers tels que la maçonnerie, la soudure, la couture, les arts culinaires, la mécanique, l'électricité et la menuiserie, et 1 582 personnes ont reçu des outils pour créer des entreprises.
- Dans le cadre du Programme national pour l'emploi (NEP), 10 567 personnes ont reçu une formation formelle et des outils, avec un accent sur les compétences professionnelles.
- Un programme de protection sociale ciblé a permis de fournir de la nourriture (haricots, maïs, riz et lait) à 279 081 ménages vulnérables et d'octroyer des allocations d'un montant de 150 000 rwf à 47 836 ménages.

budget, qui est passé de 21 % du PIB en 2012 à 28,9 % en 2022, ce qui lui permet de consacrer davantage de dépenses aux infrastructures, à l'éducation, aux soins de santé et à d'autres investissements visant à accroître la productivité. Pour maintenir une orientation budgétaire viable, le gouvernement, sous la supervision du FMI, a mis en œuvre une Stratégie globale d'assainissement budgétaire (FCS) favorable à la croissance. Cette stratégie vise à augmenter les

recettes fiscales intérieures, à donner la priorité aux dépenses et à limiter l'endettement à moins de 65 % du PIB d'ici 2030. La FCS s'appuie sur une stratégie d'endettement viable à moyen terme qui vise à maximiser les prêts concessionnels, à sélectionner soigneusement les projets, à recourir de manière prudente aux prêts commerciaux pour des projets rentables et à allonger les échéances de la dette pour garantir sa viabilité à long terme.

Tableau 1: Indicateurs économiques

Indicateurs	2012	2022
PIB par habitant (en USD)	633	906
Croissance du PIB (%)	8,6	8,2
Recettes intérieures (fiscales et non fiscales en % du PIB)	10,7	19
Indice de Gini	0,49 ⁽²⁰¹¹⁾	0,46 ⁽²⁰¹⁷⁾
Recettes fiscales (en % du PIB)	10	15,7
Ratio dons/PIB	8	5
Ratio de l'encours de la dette publique et de la dette garantie par l'État par rapport au PIB	20,9	67,5
Dépenses totales et capacité de financement en % du PIB	21	28,9

Source : Cadre macroéconomique du ministère des Finances du Rwanda - décembre 2023

Le cheminement du Rwanda vers une gouvernance efficace

Les avancées majeures au titre des réformes de la gestion des finances publiques témoignent de l'engagement ferme du Rwanda en faveur de la gouvernance. Un développement clé a été l'adoption de la Loi Organique sur les Finances Publiques n° 12/13, qui a posé les bases d'un processus budgétaire plus structuré et transparent, améliorant ainsi la qualité globale de la gestion financière. De plus, depuis 2010, le Rwanda a introduit le Système Intégré de Gestion Financière (IFMIS), qui a rationalisé les processus de planification, de budgétisation et de reporting. Ce système a renforcé la transparence, la responsabilité et la prise de décision, tout en permettant une surveillance financière en temps réel et une exécution budgétaire plus efficace. Selon l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique, le Rwanda a obtenu une note de 59,1 en 2021, en hausse par rapport à la note de 57,1 obtenue en 2012, se classant ainsi au 12^e rang sur 54 pays. Le pays est bien classé sur l'indice de perception de la corruption de Transparency International, avec une note de 51 en 2022, contre 53 en 2012, et occupe le 54^e rang sur 180 pays. Depuis 2010, le gouvernement a mis en place un tableau de bord de la gouvernance (RGS), afin d'évaluer l'état de la gouvernance chaque année sur la base de huit piliers³. Cette initiative témoigne de l'engagement constant du Rwanda à améliorer les pratiques de gouvernance, et fait suite aux mesures proactives prises par le pays afin de garantir la transparence, l'application du principe de responsabilité et l'amélioration constante du paysage de la gouvernance.

Exploiter l'intégration régionale pour la gouvernance et la croissance économique au Rwanda. Bien que le Rwanda soit un pays enclavé, il a relevé stratégiquement les défis liés à l'accès limité aux routes maritimes en adoptant l'intégration régionale comme moteur clé de son développement. Le gouvernement participe activement à des organisations régionales telles que la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), et la Commission de l'Union africaine (CUA). Ces engagements ont élargi les opportunités économiques du Rwanda et contribué à une plus grande coopération régionale, à la stabilité et à la prospérité.

Parmi les efforts notables figurent l'adoption du Tarif Extérieur Commun (TEC) au sein de l'union douanière de l'EAC, des réformes législatives pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre sur le marché commun de l'EAC, la signature du Protocole sur la libre circulation des personnes (y compris la délivrance de visas électroniques à l'arrivée), ainsi que la participation au Marché Unique du Transport Aérien Africain⁴. Le Rwanda a également ratifié la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), se positionnant ainsi comme un leader dans l'intégration commerciale régionale.

Ces initiatives ont permis au Rwanda de dépasser les moyennes régionales dans [l'Indice d'Intégration Régionale Africaine \(ARI\)](#) de 2019 et d'obtenir le meilleur score dans [l'Indice d'Ouverture des Visas 2023](#) de la Banque Africaine de Développement, qui évalue l'ouverture des pays africains aux voyageurs venant de tout le continent (voir [Tableau 2](#)).

3 1) État de droit, 2) droits politiques et libertés civiles, 3) participation et inclusion, 4) sûreté et sécurité, 5) investissement dans le développement humain et social, 6) lutte contre la corruption, transparence et application du principe de responsabilité, 7) qualité de la prestation de services et 8) gouvernance économique et d'entreprise.

4 Le Rwanda a été le premier pays à ratifier tous les instruments de l'accord

Tableau 2 : Indicateurs de gouvernance

Indicateurs	2012	2022
Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique - 0 (faible) - 100 (élevé)	57,1	59,1 ⁽²⁰²¹⁾
Indice de perception de la corruption - 0 (élevé) - 100 (faible)	53	51
Indice d'ouverture sur les visas - 0 (faible) - 1 (élevé)	0,864 ⁽²⁰¹⁹⁾	1 000 ⁽²⁰²³⁾

Source : Cadre macroéconomique du ministère des Finances du Rwanda - décembre 2023

Si le secteur privé est reconnu comme un moteur essentiel de la croissance, les entreprises d'État continuent d'exercer une influence considérable au Rwanda. Reconnaisant les défis tels que l'appui limité à l'entrepreneuriat et les contraintes d'accès au financement et aux compétences, le gouvernement a pris des mesures proactives. En 2020, le Rwanda a lancé la Politique de développement de l'entrepreneuriat (EDP), une initiative stratégique visant à améliorer le paysage entrepreneurial dans le pays. L'EDP vient compléter les politiques et réformes existantes, mises en œuvre par le gouvernement. Elle adopte une approche globale afin de combler les lacunes de l'écosystème entrepreneurial rwandais, en mettant l'accent sur des aspects cruciaux tels que le capital humain, l'appui aux entreprises, le financement, l'instauration d'un climat propice, les marchés, la technologie et les infrastructures. En ciblant ces domaines essentiels, cette politique vise à créer un environnement plus favorable à l'essor de l'entrepreneuriat, contribuant ainsi à une croissance et à un développement économique soutenus du Rwanda.

Qualité de vie

Depuis 2012, le Rwanda a connu une transformation économique spectaculaire, faisant preuve de résilience face à des défis particuliers. Malgré ces réalisations louables, le pays est confronté à des difficultés particulières qui l'empêchent de progresser rapidement.

Défis démographiques : la forte densité de la population devrait doubler d'ici 2050

Le Rwanda a réalisé des progrès notables dans la gestion de ses tendances démographiques, avec un taux de fécondité en baisse constante, passant de 4,2 naissances par femme en 2015 à 3,6 en 2022. Cette diminution reflète les efforts visant à améliorer les services de santé et de planification familiale. Cependant, le Rwanda reste le pays le plus densément peuplé d'Afrique, avec une densité de population de 503 habitants par kilomètre carré en 2022. Les

projections suggèrent que cette densité pourrait doubler pour atteindre 894 habitants par kilomètre carré d'ici 2050, ce qui pose des défis majeurs. La croissance démographique accroît la concurrence pour des ressources foncières limitées et freine la croissance de la productivité, en particulier dans le secteur agricole où environ 70 % de la population est employée. Pour gérer durablement la forte densité de population et les ressources foncières limitées du Rwanda, un passage à des cultures à haute valeur ajoutée pourrait s'avérer bénéfique. Le café de spécialité, les produits horticoles et les cultures de rente destinées à l'exportation peuvent offrir des rendements économiques nettement supérieurs sur des superficies réduites. Une mise en œuvre efficace de ces stratégies, ainsi que d'autres initiatives visant à atténuer les pressions démographiques, sera essentielle pour assurer un développement durable au Rwanda.

Réalizations importantes en matière de bien-être social

Dans ce domaine, le Rwanda a déjoué les pronostics, réalisant des progrès louables en matière de bien-être social. On compte parmi les étapes importantes la réduction de la pauvreté de 44 % en 2011 à 38 % en 2017. L'inégalité des revenus, mesurée par le coefficient de Gini, s'est légèrement améliorée, passant de 0,52 en 2005 à 0,46 en 2017⁵. L'espérance de vie est passée de 64,5 ans en 2012 à 69,6 ans en 2022. Le taux de mortalité infantile a baissé, passant de 39,4 à 29,2 pour 1 000 naissances vivantes entre 2012 et 2022, tandis que la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans a diminué, passant de 43,8 à 33,1 % entre 2012 et 2022. Cependant, la prévalence de la sous-alimentation est demeurée relativement stable, oscillant autour de 32 % entre 2012 et 2022.

Défis en matière d'emploi et inadéquation des compétences

Le taux de chômage au Rwanda a considérablement baissé, passant de 23,5 % en mai 2022 à 16,8 % en août 2023. Cette baisse est le résultat des efforts soutenus du pays pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois. Toutefois, malgré cette tendance

5 https://vcda.afdb.org/fr/system/files/report/rwanda_final_2024.pdf

Tableau 3 : Indicateurs sociaux et de qualité de vie

Indicateurs	2012	2022
Pauvreté		
Personnes vivant dans l'extrême pauvreté (% de la population)	44 (2011)	38 (2017)
Indice de développement humain (< 0,550 faible)	0,506	0,534 (2021)
Sécurité alimentaire		
Prévalence de la sous-alimentation (% de la population)	33	32 (2021)
Prévalence du retard de croissance, taille par rapport à l'âge (% d'enfants de moins de 5 ans)	43,8	33,1 (2020)
Éducation		
Taux d'achèvement du primaire, total (% du groupe d'âge concerné)	71	65
Genre		
Indice mondial des disparités entre les sexes (0 - faible parité hommes-femmes - 1 forte parité hommes-femmes)	S.O.	0,794 (2023)

Source : Département de la statistique de la Banque

positive, d'importantes disparités hommes-femmes, entre les âges et entre les zones géographiques persistent, ce qui témoigne de la nécessité de stratégies ciblées pour y remédier efficacement. Le taux de chômage des femmes reste nettement plus élevé (20,1 %) que celui des hommes (13,9 %), les zones rurales affichant un taux plus élevé (17,1 %) que les zones urbaines (16,3 %). Par ailleurs, le taux de chômage chez les jeunes de 16 à 30 ans est considérablement élevé (21,5 %), ce qui empêche véritablement de tirer parti du dividende démographique du pays⁶. Il existe un décalage criard entre les compétences professionnelles requises et les qualifications, en raison de facteurs tels que la faible qualité des diplômés, en particulier dans les filières STIM (science, technologie, ingénierie et mathématiques), essentielles pour innover et stimuler les capacités productives, d'où une hausse du chômage des jeunes⁷. L'indice de développement humain (IDH) du Rwanda a légèrement augmenté, passant de 0,506 en 2012 à 0,534 en 2021, ce qui le place dans la catégorie des pays à faible développement humain (160^e rang sur 189 pays et territoires). Le défi le plus urgent dans le système éducatif rwandais est le nombre d'années d'éducation attendues, qui s'élève actuellement à 11,2 ans, légèrement supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne de 10,3 ans⁸. Bien que cela reflète des progrès, il existe encore des écarts par rapport aux nations d'Afrique du Nord, comme la Tunisie, où les années d'éducation attendues atteignent 15,4 ans. De plus, le taux d'alphabétisation des individus de plus de 15 ans au Rwanda s'est considérablement amélioré, passant de 66 % en 2012 à 73 % en 2023. Cependant, le taux d'achèvement du primaire a tout

de même diminué, passant de 71 % en 2012 à 63 % en 2023, ce qui correspond à la moyenne à l'échelle régionale. La diminution s'explique par des taux élevés de redoublement et d'abandon scolaire, avec un taux de redoublement de 25 % et une hausse des abandons, passant de 7,8 % en 2019 à 9,5 % en 2021. Cette situation résulte de plusieurs facteurs, notamment les pressions socio-économiques qui entraînent une fréquentation scolaire irrégulière, des compétences de base insuffisantes dues à un accès limité à une éducation de la petite enfance de qualité, ainsi que des classes surchargées qui affectent négativement les résultats d'apprentissage⁹.

Avancées et défis en matière d'égalité des genres S'agissant de l'égalité des genres, le Rwanda a accompli des progrès remarquables, remédiant à environ 80 % des disparités globales entre les hommes et les femmes, d'après l'indice mondial des disparités entre les sexes de 2023 du Forum économique mondial. Le pays occupe le 12^e rang au niveau mondial et le 2^e rang en Afrique. Toutefois, des difficultés persistent, comme le révèle l'enquête sur la population active de 2020 au Rwanda, qui fait état d'importants écarts de participation à la population active, les femmes participant à hauteur de 48,8 %, contre 64,1 % pour les hommes. Ce déséquilibre entre les hommes et les femmes est particulièrement prononcé entre les zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre les emplois agricoles et non agricoles. Malgré les progrès, des obstacles persistants continuent de freiner l'atteinte de la parité de genre, dans un contexte socioéconomique rwandais en constante évolution.

6 [Institut national de la statistique du Rwanda](#)

7 Stratégie nationale pour le développement des compétences et l'emploi (2019-2024)

8 <https://ourworldindata.org/grapher/human-development-index> et <https://landgeist.com/2024/02/27/expected-years-of-schooling-in-africa/>

9 <https://www.unicef.org/rwanda/media/5346/file/UNICEF%20Rwanda.pdf>

Changement climatique et croissance verte

Le Rwanda sur la voie de l'économie verte : surmonter les risques climatiques pour un développement inclusif et durable

Le Rwanda a réalisé des progrès notables en matière de développement durable, notamment dans l'utilisation efficace des ressources et la protection du capital naturel. L'indice mondial de croissance verte (Global Green Growth Index) met en lumière ces avancées, avec un score du pays passant de 47,97 en 2012 à 53,14 en 2022, puis à 55,67 en 2023, reflétant l'engagement continu du Rwanda en faveur de la durabilité environnementale et des pratiques de développement responsable. Cependant, des défis importants subsistent. La dépendance du pays à l'égard de l'agriculture pluviale, particulièrement sur ses terrains vallonnés, le rend très vulnérable aux risques climatiques, notamment les inondations, les glissements de terrain et les sécheresses, qui menacent la productivité agricole, la sécurité alimentaire et les ressources en eau. Les événements climatiques extrêmes aggravent encore ces vulnérabilités, perturbant les infrastructures vitales, les systèmes de transport et d'énergie. Bien que l'engagement du Rwanda en faveur de la croissance verte soit manifeste, il sera crucial de combler les lacunes en matière de financement vert et de garantir l'inclusion sociale pour renforcer la résilience. Assurer une répartition équitable des bénéfices du développement durable reste essentiel pour maintenir la trajectoire du pays vers la prospérité économique et le bien-être social.

Des objectifs de développement ambitieux qui s'étendent à la résilience climatique et à la croissance verte

En 2020, le Rwanda a franchi une étape importante en devenant le premier pays africain à soumettre ses nouvelles contributions déterminées au niveau national (CDN), qui font partie des obligations du pays dans le cadre de l'Accord de Paris. Le gouvernement a présenté un programme en matière de climat ambitieux, visant à réduire de 38 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2030, par rapport à la situation actuelle, ce qui se traduira par une réduction estimée à 4,6 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (t eq CO₂). Les émissions totales du Rwanda devraient plus que doubler entre 2015 et 2030. Les émissions de GES sont passées de 4,943 à 6,330 millions de

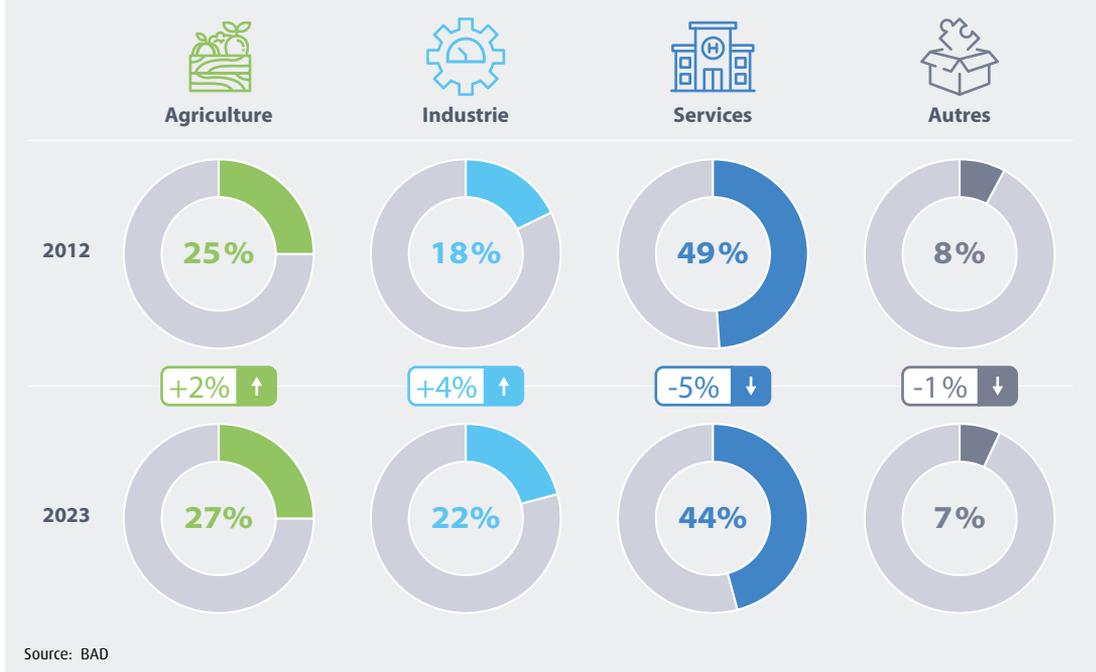
t eq CO₂ en 2012 et 2022, respectivement. Les efforts d'atténuation porteront sur l'amélioration de la production et de l'utilisation de l'énergie, les procédés industriels, la gestion des déchets, les transports, l'agriculture et les initiatives novatrices de protection de la nature, tandis que les initiatives d'adaptation seront axées sur l'eau, l'agriculture, les terres et la foresterie, les établissements humains, la santé, les transports et l'exploitation minière. Les besoins de financement pour ces initiatives combinées sont estimés à 11 milliards d'USD entre 2020 et 2030, dont 5,7 milliards d'USD pour l'atténuation et 5,3 milliards d'USD pour l'adaptation. Selon le cadre de mise en œuvre des CDN, des financements ont été obtenus pour couvrir la plupart des coûts de mise en œuvre pour la période 2020–2025, un montant total de 4,5 milliards d'USD ayant été mobilisé. Le déficit de financement global est estimé à 6,5 milliards d'USD pour toute la période 2020–2030 (FMI, 2023).

La Stratégie du gouvernement pour la croissance verte et la résilience climatique (adoptée en 2011 et révisée en 2021) insiste particulièrement sur le fait de se tourner vers la croissance verte pour contrer efficacement les effets du changement climatique et renforcer la résilience face aux phénomènes météorologiques extrêmes, en particulier les inondations et les glissements de terrain. À travers des initiatives de collaboration avec l'Institut mondial de la croissance verte (GGGI), le Rwanda a réussi à mettre en place le Fonds pour l'environnement et les changements climatiques (FONERWA), afin de mobiliser et de déployer des financements pour le climat et la nature, et atteindre 300 millions d'USD d'ici 2024 (Banque mondiale, 2024). Cette transformation met en évidence la mise en œuvre d'un nouveau plan de développement des entreprises visant à mobiliser des financements verts et climatiques pour atteindre les objectifs ambitieux du Rwanda en matière de climat. Des mesures innovantes, telles que l'interdiction des plastiques à usage unique et la promotion des solutions de mobilité électrique et de la technologie des drones, complètent l'engagement du Rwanda à réduire les émissions d'ici 2030. Ces initiatives témoignent de l'engagement du pays à l'égard de la durabilité, et placent le Rwanda à l'avant-garde des technologies propres et de la croissance verte. Cette approche holistique témoigne de la proactivité du Rwanda dans ses efforts visant à relever les défis climatiques, tout en façonnant un avenir résilient et durable sur le plan environnemental.

Tableau 4 : Indicateurs environnementaux et climatiques

Indicateurs	2012	2022
Émissions de GES (en millions de t eq CO ₂)	4,943	6,330 ⁽²⁰²⁰⁾
Indice de croissance verte - 0 (faible) - 100 (élevé)	47,97	53,14

Figure 2: Composition du PIB du Rwanda par secteur



Secteurs clés et priorités d'investissement stimulant le développement du Rwanda

L'économie rwandaise est tirée par trois grands secteurs : les services, l'agriculture et l'industrie. L'économie du Rwanda repose principalement sur trois secteurs clés, à savoir les services, l'agriculture et l'industrie (voir la figure 2). Ces secteurs contribuent tous à la croissance et au développement économiques du pays. Le secteur des services, axé sur les activités fondées sur les connaissances, est essentiel dans la promotion de l'innovation et sert de pôle régional des TIC et des services. L'agriculture, grosse source d'emplois, bien qu'en grande partie orientée vers la subsistance, est confrontée à des défis liés à la productivité et à la vulnérabilité face au changement climatique. Le secteur de l'industrie, qui comprend la construction, l'industrie manufacturière, les mines et carrières, vise quant à lui à doper la production nationale à des fins de consommation locale et d'exportation. L'interaction harmonieuse entre ces secteurs met en évidence les multiples facettes du paysage économique rwandais.

Services : le secteur des services au Rwanda, considéré comme une économie fondée sur les connaissances et un pôle régional des services et des TIC, a subi une transformation remarquable, et se positionne comme la composante la plus importante et la plus dynamique de l'économie

(voir la figure 2). Malgré des progrès notables, le secteur des services au Rwanda continue de faire face à des obstacles importants qui entravent son expansion et sa compétitivité. Parmi les principaux défis figurent la qualité sous-optimale des services, le manque de ressources humaines qualifiées, une diversité limitée des services et un accès restreint au financement. De plus, le manque d'investissements et l'absence de partenariats public-privé solides limitent le potentiel de croissance du secteur. Ces problèmes sont particulièrement marqués dans le secteur des TIC, un pilier de l'industrie des services du Rwanda. Le secteur des TIC est confronté à des coûts élevés de la bande passante par rapport à d'autres pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est, à une largeur de bande internationale insuffisante et à un accès limité à l'électricité, ce qui freine son développement. En outre, la position enclavée du Rwanda augmente sa dépendance vis-à-vis des pays voisins pour la connectivité, ce qui amplifie les coûts liés aux infrastructures TIC.

Pour relever ces défis, la deuxième Stratégie Nationale de Transformation (NST-2) du Rwanda pour 2024-2029 vise à dynamiser le secteur des services en attirant les investissements privés et en améliorant la prestation de services. Le plan cible le doublement des investissements privés à 4,6 milliards de dollars et la croissance des exportations de services à valeur ajoutée, en particulier dans les TIC. L'initiative "Made

in Rwanda" joue également un rôle clé en renforçant les industries locales de services, aidant à diversifier les offres de services et à améliorer la compétitivité.

Agriculture : Au Rwanda, l'agriculture, deuxième secteur le plus important, joue un rôle essentiel en matière d'emploi. Toutefois, sa forte dépendance à l'égard de l'agriculture de subsistance et de l'agriculture pluviale pose des problèmes, et entraîne une baisse de la productivité et une vulnérabilité accrue au changement climatique.

Le secteur, caractérisé par des exploitations de petite taille et fragmentées, a du mal à générer des excédents commercialisables, du fait d'un accès limité à des ressources essentielles. L'insuffisance des investissements dans les infrastructures et les chaînes de valeur agricoles entrave davantage la création de valeur ajoutée. Pour y faire face, le gouvernement a activement travaillé en partenariat avec des banques commerciales et des compagnies d'assurance pour instaurer des instruments financiers innovants. Ces outils, notamment l'assurance des cultures et du bétail, des fonds de garantie, des subventions pour des cultures spécifiques et le financement de l'agro-industrie, visent à atténuer les risques pour les institutions de crédit. Cette collaboration stratégique traduit l'engagement du gouvernement à favoriser une croissance durable dans l'agriculture, tout en reconnaissant les défis du secteur. Ces mécanismes financiers innovants visent à autonomiser les agriculteurs, à stimuler la productivité et à renforcer la contribution du secteur au développement économique global du Rwanda.

Industrie : L'industrie, qui comprend la construction, l'industrie manufacturière, les mines et les carrières, est le troisième secteur le plus important de l'économie. Le Rwanda entend devenir un acteur de premier plan dans le secteur industriel régional et mondial, en stimulant la production nationale en vue d'une consommation locale et de l'exportation. Les défis sont nombreux dans ce secteur, notamment une offre limitée et une flambée des coûts des matières premières, de l'électricité, des transports et de la main-d'œuvre qualifiée. Par ailleurs, pour se frayer un chemin dans le paysage industriel, il faut engager des dépenses supplémentaires pour se conformer aux réglementations gouvernementales, acquérir des terres et accéder à l'eau. Malgré ces obstacles, le Rwanda s'emploie à mettre en vedette son secteur industriel, ce qui traduit un engagement à relever ces défis de manière stratégique, en préparant le terrain pour une croissance porteuse de transformation et un développement économique. La structure économique du Rwanda a

connu des changements progressifs de 2012 à 2023, bien que le rythme de transformation soit modéré. La part du secteur industriel dans le PIB a augmenté, passant de 18 % en 2012 à 21 % en 2022, puis à 22 % en 2023. Le secteur agricole, qui représentait 25 % du PIB en 2012, est resté stable à 25 % en 2022, avant de passer à 27 % en 2023. En revanche, la part du secteur des services, qui était de 49 % en 2012, a diminué à 46 % en 2022 et à 44 % en 2023. Cela indique que, bien qu'il y ait eu un certain déplacement des ressources vers l'industrie, la réallocation souhaitée de la main-d'œuvre et du capital vers des secteurs plus productifs reste un défi, en particulier avec la baisse de la contribution du secteur des services.

Bâtir l'avenir : investissements dans les infrastructures pour le développement accéléré du Rwanda

Dans sa quête d'une transformation structurelle accélérée, le Rwanda a investi stratégiquement dans les infrastructures, notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que des transports, afin de relever ses défis de développement. Ces investissements sont essentiels pour la croissance future du pays, permettant de réduire les coûts et de bénéficier à des secteurs clés tels que les services (notamment le tourisme), l'agriculture et l'industrie.

Une analyse récente du parcours de transformation du Rwanda¹⁰ met en lumière des obstacles persistants tels que la faible productivité agricole, les limites technologiques, les pressions démographiques et les déficits d'infrastructures, qui continuent de freiner les progrès. Pour maintenir une croissance économique durable et atteindre le statut de revenu intermédiaire, des interventions ciblées visant à combler les déficits de compétences et d'infrastructures physiques sont cruciales. Ces actions permettront d'améliorer la productivité, de stimuler l'innovation et de tirer parti du dividende démographique offert par la jeunesse en pleine expansion.

Énergie : le Rwanda a accompli des progrès considérables dans le secteur de l'électricité, même si des défis subsistent, en particulier l'absence de diversification énergétique, qui contribue à accroître les coûts de l'énergie. Depuis 2012, le gouvernement a entrepris divers projets pour améliorer les réseaux de transport et de distribution, y compris les interconnexions régionales, l'accès à l'électricité au dernier kilomètre et l'accès à la cuisson propre. Entre 2012 et 2022, le Rwanda a fait des avancées majeures en matière d'accès à l'électricité, pratiquement triplant

10 Rapport Focus Pays 2024, disponible à : <https://www.afdb.org/fr/documents/country-focus-report-2024-rwanda-driving-rwandas-transformation-reform-global-financial-architecture>

Tableau 5: Indicateurs en matière d'infrastructures

Indicateurs	2012	2022
Énergie		
Accès à l'électricité (% de la population)	16,8	61
Accès à la cuisson propre (% de la population)	0,5	5,4
Puissance installée (MW)	108	353,4
Part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique (%)	47	50,9
Eau et assainissement		
Personnes utilisant des services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité (% de la population)	56	65
Personnes utilisant des services d'assainissement gérés en toute sécurité (% de la population)	73	88
Prélèvements d'eau douce en pourcentage des ressources en eau douce disponibles (%)	13	20 (2020)
Transports		
Indice d'accessibilité rurale (proportion de la population ayant accès à une route praticable toute l'année dans un rayon de 2 km) (%)	50	52

son taux de couverture, qui est passé de 16,8 % à 61 %. En 2023, cette dynamique s'est poursuivie, avec 74,4 % des ménages désormais connectés à l'électricité, marquant une étape importante vers l'objectif d'accès universel prévu pour 2024. Parmi ces ménages, 54 % sont reliés au réseau national, tandis que 20 % bénéficient de solutions hors réseau, comme les systèmes solaires. Cela se traduit par environ 6 millions de personnes supplémentaires ayant obtenu l'accès à l'électricité au cours de cette décennie. Comparativement, le taux moyen d'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne est passé de 33 % à près de 50 % durant la même période, rendant les progrès du Rwanda particulièrement impressionnants. L'accès à des solutions de cuisson modernes reste très limité, et ne concernait que 5,4 % de la population en 2022, contre 0,5 % en 2012. En juin 2023, la puissance totale installée dans le secteur de l'électricité au Rwanda a atteint 353,4 MW, les sources renouvelables, principalement l'hydroélectricité et une faible proportion de l'énergie solaire, représentant environ la moitié du bouquet de production. Malgré cette évolution positive, des questions clés doivent encore être abordées pour atteindre l'objectif de l'accès universel à l'énergie. Il s'agit notamment de l'absence de diversification énergétique, qui se traduit par le coût élevé de l'énergie et une faible accessibilité financière, une expansion limitée de la capacité d'approvisionnement en électricité et des capacités du secteur et une insuffisance des investissements et du financement pour le secteur de l'énergie.

Eau et assainissement: Des progrès considérables ont été réalisés dans le renforcement du secteur de l'eau et de l'assainissement, menant à une amélioration de l'accès malgré des défis persistants.

Une série de mesures, dont des initiatives dans le cadre de la Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté (EDPRS) II, de la NST-1 et des Plans stratégiques pour le secteur de l'eau (WSSP) pour la période 2013–2018 et 2018–2024, ont été déployées afin de réaliser l'objectif d'accès universel à des services d'eau potable et d'assainissement sûrs. Entre 2012 et 2022, des progrès notables ont été accomplis, avec la proportion de la population ayant accès à des services d'eau potable gérés en toute sécurité, passant de 56 % à 65 %, et à des services d'assainissement sûrs, passant de 73 % à 88 %.

Cependant, la situation au niveau des ménages révèle des défis plus nuancés. D'après les dernières données, seuls 11,5 % des ménages ont accès à de l'eau potable dans leur domicile, et à peine 17,2 % disposent de toilettes non partagées. Cela indique des disparités importantes et souligne la nécessité de nouveaux investissements pour garantir que tous les citoyens puissent avoir accès à l'eau et à des services d'assainissement directement à leur domicile.

Le Rwanda fait face à des défis croissants dans sa quête d'un accès universel à l'eau, sous l'effet combiné du changement climatique, de l'épuisement des ressources et de la croissance rapide de la population,

qui augmentent la demande en eau dans l'agriculture, les services et l'industrie. Les prélèvements d'eau douce ont ainsi progressé, passant de 13 % en 2012 à 20 % en 2022, rendant la gestion durable de l'eau plus urgente que jamais. Parmi les solutions clés figurent le renforcement des capacités institutionnelles et la mise à jour du cadre réglementaire pour promouvoir des pratiques résilientes face au climat, telles que des normes d'efficacité hydrique et des tarifs reflétant les coûts réels. Une gouvernance améliorée, avec une meilleure coordination et une allocation transparente des ressources, renforcerait encore la capacité du Rwanda à développer des systèmes d'eau résilients et efficaces, en ligne avec ses objectifs environnementaux.

Transport : le secteur du transport routier, qui représente plus de 90 % du transport des passagers et des marchandises, a enregistré des progrès considérables au cours de la dernière décennie, grâce à l'aide de partenaires de développement et à l'appui du gouvernement. Le pourcentage des routes nationales en bon état est passé d'environ 72 % en 2014 à 96,5 % en 2020, et les routes bitumées sont passées de 1 200 km en 2010 à plus de 1 973 km en 2022. La priorité du gouvernement est d'améliorer la connectivité et le commerce à l'intérieur du pays, en particulier dans les zones rurales. D'ici 2024, le secteur entend construire 5 145 km de routes de desserte, 3 248 km de routes ayant déjà été réhabilitées. Il est par ailleurs prévu de rénover 1 745 km de routes nationales et régionales non revêtues, 1 390,5 km ayant déjà été achevés. Bien que des progrès aient été accomplis, des lacunes subsistent, notamment en ce qui concerne la réhabilitation des routes de desserte. Sur les

3 000 km prévus, 450 km seulement ont été réhabilités. L'insuffisance des infrastructures de transport demeure l'un des principaux défis du Rwanda, ce qui a un impact sur sa compétitivité et son intégration régionale. Les coûts de transport dans le pays sont les plus élevés de la région. Ils représentent environ 40 % du coût total des exportations et des importations, contre 12 % pour le Kenya et 32 % pour l'Ouganda.

Comblent le déficit de compétences : défis et stratégies dans le paysage de l'emploi au Rwanda
Malgré d'énormes investissements dans la création d'emplois et le développement des compétences au cours de la dernière décennie, le Rwanda se heurte à un obstacle important qui compromet sa croissance - un déficit important en capital humain et une inadéquation des compétences sur le marché du travail qui en résulte. Particulièrement prononcé dans le secteur manufacturier, où 22 % de la main-d'œuvre manque de compétences techniques et 90,4 % ont besoin d'une formation aux compétences non techniques, ce décalage contribue de manière significative à des taux de chômage élevés, en particulier chez les jeunes¹¹. La Stratégie nationale pour le développement des compétences et l'emploi (2019-2024) identifie les principaux défis, notamment l'incompétence des diplômés en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques (STIM), qui jouent un rôle essentiel dans la promotion de l'innovation et de la recherche. Il est impératif de s'attaquer à ces problèmes, compte tenu de la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, de l'inadéquation persistante des compétences et de l'absence d'infrastructures, en vue d'un développement global des compétences.

11 Cf le Document de Stratégie Pays 2022-2026, disponible à : <https://www.afdb.org/fr/documents/rwanda-document-de-strategie-pays-2022-2026>



Améliorer la connectivité des transports transfrontaliers :

La route Kagitumba-Kayonza-Rusumo améliore considérablement le transport routier national et régional. Cette route de 208 km relie le nord du Rwanda à l'Ouganda et à la Tanzanie, facilitant le déplacement plus rapide des personnes, des biens et des services.



Transformer la connectivité et les moyens de subsistance ruraux :

Le projet de route Base-Gicumbi-Rukomo-Nyagatare améliore la sécurité, réduit les temps de trajet, crée des opportunités d'emploi et des espaces pour les petits marchés, permettant aux agriculteurs de vendre leurs produits et dynamisant les économies locales.

Le Rwanda et la Banque : un partenariat qui ne cesse de se renforcer

Depuis 1965, la Banque est un allié de premier plan du Rwanda, contribuant de manière significative au développement national du pays. Au fil des années, le partenariat stratégique de la Banque avec le Rwanda s'est consolidé et a su tirer pleinement parti de l'ensemble des solutions de financement disponibles. La Banque a joué un rôle décisif dans l'amélioration des infrastructures du Rwanda, notamment en développant un réseau dorsal intégré pour améliorer la connectivité. De plus, ses investissements ont dynamisé le secteur agricole, en se concentrant plus particulièrement sur le bétail et les installations connexes. L'engagement de la Banque va au-delà des infrastructures, puisqu'elle permet d'autonomiser la population rwandaise en appuyant des initiatives scientifiques et technologiques. La Banque a par ailleurs apporté une aide substantielle en vue de la réforme macroéconomique et de l'amélioration de l'environnement des affaires, à travers un appui technique et financier. L'équipe de la Banque au Rwanda a joué un rôle central, fournissant des conseils d'experts, renforçant la coordination de l'aide et favorisant le dialogue politique avec divers partenaires de développement, soutenant ainsi les objectifs de développement plus larges du pays.

Historique du partenariat et présence de la Banque au Rwanda

La Banque participe activement au développement au Rwanda depuis 60 ans. Le Rwanda et la Banque entretiennent un partenariat solide depuis 1965, année où le Rwanda est devenu membre. Ce partenariat s'est renforcé en 1974 avec l'approbation du premier projet de la Banque dans le pays, qui portait sur le secteur agricole. Un bureau dans le pays a été créé en 2005, avec sept employés sous

contrat à durée indéterminée dans le cadre du processus de décentralisation. Compte tenu de l'augmentation de la taille du portefeuille, les effectifs sous contrat à durée indéterminée ont doublé pour passer à 14 personnes. Le Rwanda est le cinquième plus grand client de la Banque en Afrique de l'Est, avec 113 opérations approuvées à ce jour, pour un investissement total de 2,95 milliards d'USD (voir le tableau 6). Ces projets sont principalement axés sur les secteurs de l'électricité, de l'eau et des transports, et représentent 60 % des investissements de la Banque dans le pays.

Tableau 6 : Les financements de la Banque en Afrique de l'Est depuis 1967

Pays d'origine	Année d'adhésion	Total des engagements (milliards d'USD)	Nombre total de projets
Kenya	1964	5,363	135
Tanzanie	1964	5,145	135
Éthiopie	1964	4,440	122
Ouganda	1963	3,864	127
Rwanda	1965	2,948	113
Soudan	1963	1,710	63
Burundi	1968	775	90
Somalie	1964	402	54
Djibouti	1978	286	51
Seychelles	1977	273	43
Comores	1976	258	32
Erythrée	1994	244	19
Sud Soudan	2011	187	22

Source: MapAfrica SAP de la Banque au 29 février 2024

La Banque joue un rôle actif dans la coordination de l'action des partenaires de développement et le dialogue sur les politiques Dans le cadre de la division du travail de 2022, la Banque dirige les Groupes de travail sectoriels sur l'approvisionnement en eau, l'assainissement et l'énergie. Par ailleurs, la Banque participe activement aux groupes de travail sur les transports, le secteur privé et l'emploi des jeunes. Ces groupes de travail sectoriels servent de cadres de dialogue technique, favorisant l'harmonisation sectorielle et la cohérence des initiatives de développement. Ils sont placés sous l'égide du Groupe de coordination des partenaires de développement (DPCG), le cadre de dialogue au plus haut niveau sur l'efficacité de l'aide entre le gouvernement et les partenaires de développement.

Grâce à sa force de mobilisation au sein des groupes de travail sectoriels, la Banque a réussi à conclure divers accords de cofinancement avec les principaux bailleurs de fonds. Par exemple, dans le secteur des transports, la Banque a mobilisé 291 millions d'USD auprès de sources parallèles et de cofinancement pour réhabiliter le projet routier Kagitumba, Kayonza Rusumo, long de 208 kilomètres. Cette infrastructure de premier plan est un lien vital pour le commerce entre le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie, le Burundi et la République démocratique du Congo (RDC), donnant accès aux corridors nord et central menant aux ports maritimes de Mombasa et de Dar es-Salaam.

En 2013 et 2014, la Banque a joué un rôle décisif en tant que coprésidente du DPCG, aidant à résoudre avec divers partenaires de développement bilatéraux, les tensions diplomatiques qui avaient conduit à la suspension de l'aide en 2012. La reprise de l'aide en 2013 a permis d'éviter de graves chocs macroéconomiques et de continuer à faire avancer les stratégies de réduction de la pauvreté. En 2023, la Banque a repris son rôle de coprésidente du DPCG aux côtés du Coordonnateur résident des Nations Unies, avec pour objectif principal de coordonner la préparation de la deuxième NST afin de mener à bien les objectifs de développement jusqu'en 2030.

Le rôle de la Banque dans le développement socioéconomique du Rwanda : promouvoir le développement des infrastructures, le secteur privé et la croissance inclusive

Les activités de la Banque au Rwanda continuent de correspondre parfaitement à l'évolution des besoins, des défis et des priorités de développement du pays. Entre 2012 et 2022, le Rwanda a affronté divers obstacles à son développement socio-économique, notamment des infrastructures inadéquates, une croissance limitée du secteur privé, des inégalités de revenus persistantes et un chômage élevé chez les jeunes. La pandémie de la COVID-19 a aggravé ces

défis, inversant certains des progrès antérieurs en matière de réduction de la pauvreté. Les principaux plans de développement du pays, à savoir la Vision 2020 et la Vision 2050, ainsi que les cadres stratégiques tels que la Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté (EDPRS) et la NST, ont révélé à quel point il est important de promouvoir le développement des infrastructures de base et de favoriser une croissance économique tirée par le secteur privé. La Vision 2020 en particulier vise à faire du Rwanda un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, tout en garantissant l'unité nationale et une croissance inclusive. Des progrès considérables ont été accomplis pour promouvoir la paix, la sécurité, des cadres directifs et l'environnement global des affaires. Alors que le Rwanda s'attèle à suivre sa trajectoire de développement, l'engagement constant de la Banque a un effet catalyseur essentiel, et s'aligne sur la vision à long terme et les cadres stratégiques du pays, afin de relever les défis persistants et promouvoir le développement durable.

Réalisation des objectifs de développement : évaluation de la réussite des Documents de stratégie pays de la Banque pour le Rwanda

Le Document de stratégie pays (DSP) 2012-2016 de la Banque pour le Rwanda s'articule autour de deux piliers complémentaires : i) développement des infrastructures et ii) développement du secteur privé. Le DSP visait principalement à promouvoir la compétitivité économique pour une croissance inclusive et une réduction de la pauvreté. Il était aligné sur la Vision 2020 et l'EDPRS-1 pour la période 2008-2012, ainsi que sur la Stratégie à moyen terme de la Banque (2008-2012). La mise en œuvre du programme de prêt et hors prêt du DSP a été couronnée de succès, un plus grand nombre d'opérations ayant été approuvées par rapport à ce qui était prévu au départ. Fin 2016, 14 opérations de prêt et 6 opérations hors prêt avaient été approuvées et bouclées, dépassant le plan initial de 8 opérations de prêt et de 4 opérations hors prêt indiqué dans le DSP. Ce résultat démontre la capacité de la Banque à s'adapter à l'évolution des besoins et des priorités du Rwanda en matière de développement. La mise en œuvre efficace du programme hors prêt a permis à la Banque de renforcer l'impact de son programme d'assistance dans des domaines importants tels que le dialogue avec les pays et les services de conseil.

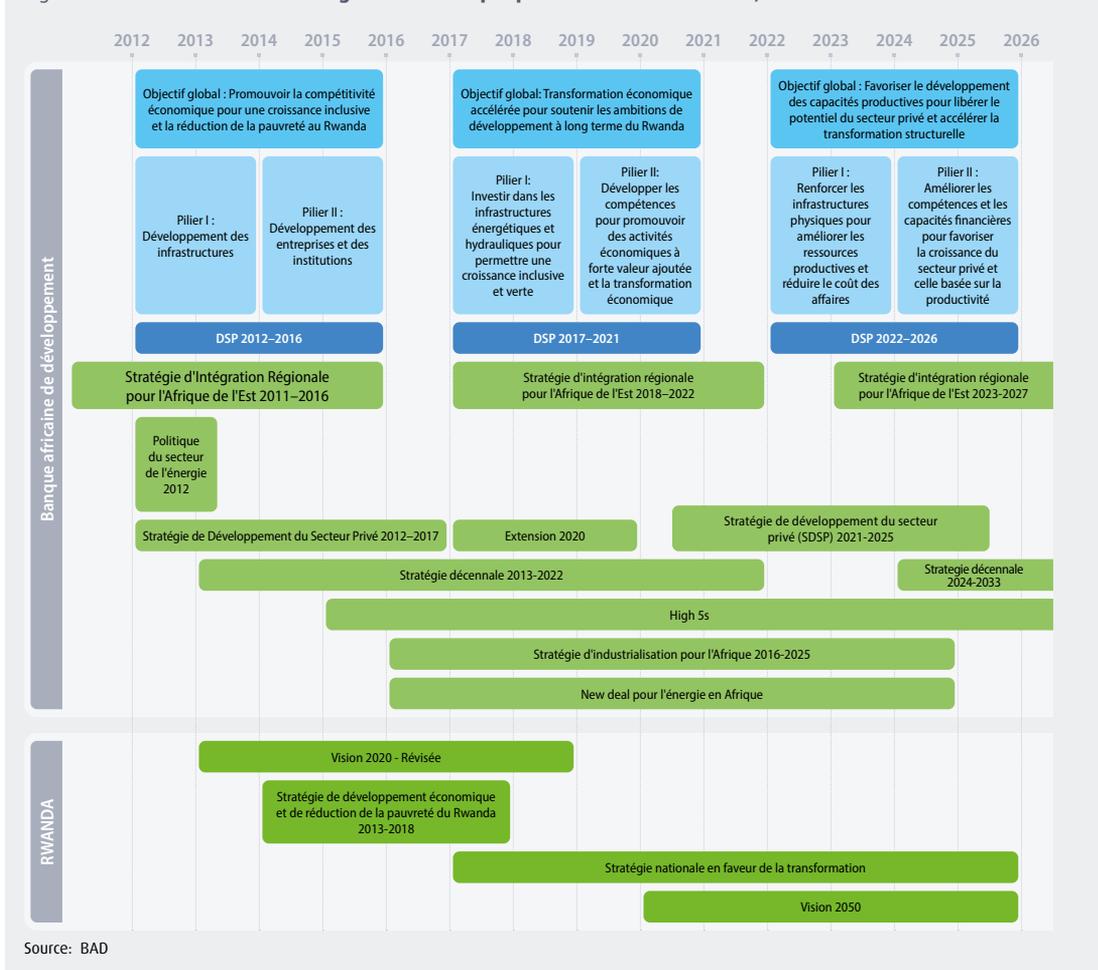
Le DSP 2017-2021 s'articulait autour de deux piliers stratégiques : i) investir dans les infrastructures d'énergie et d'alimentation en eau pour favoriser une croissance inclusive et verte et ii) développer les compétences pour stimuler les activités économiques à forte valeur ajoutée et promouvoir la transformation économique. Les deux piliers étaient alignés sur la Vision 2020 du pays, l'EDPRS II pour la période

2013–2018 et la NST-1 pour la période 2017–2024. Il était également conforme à la Stratégie décennale de la Banque pour la période 2013–2022, aux High 5 et au Document de stratégie d'intégration régionale pour l'Afrique de l'Est (DSIR-AE) pour la période 2018–2022. Les programmes de prêt et hors prêt de 2017 à 2021 ont été mis en œuvre avec succès, avec un taux d'approbation de 100 % et un taux d'engagement de plus de 100 % pour les projets prévus. Toutefois, le taux d'exécution des programmes hors prêt n'était que de 60 %. Le programme indicatif des opérations (PIO) comprenait 14 opérations de prêt, dont 9 au titre du pilier 1 et 5 au titre du pilier 2.

La Banque s'attache à aider le Rwanda à développer ses capacités de production dans le cadre du DSP 2022–2026. L'institution entend stimuler une croissance axée sur la productivité, tirer parti du

potentiel du secteur privé et accélérer la transformation structurelle. Le DSP s'articule autour de deux domaines prioritaires : 1) renforcer les infrastructures physiques afin d'accroître les ressources et réduire le coût des activités économiques, et 2) améliorer les compétences et les capacités financières afin de favoriser l'essor du secteur privé. Concernant le premier domaine prioritaire, les efforts portent notamment sur l'amélioration de l'accès à l'énergie, à l'eau et à l'assainissement dans les zones rurales et sur le développement de réseaux de transport routier durables. S'agissant du deuxième domaine prioritaire, la Banque met l'accent sur le développement des compétences afin de combler les lacunes des chaînes de valeur économiques, d'améliorer la compétitivité et d'élargir l'accès au financement. Ces domaines prioritaires s'alignent sur les piliers de la NST1 pour la période 2017–2024, et cadrent avec les High 5 de la Banque et le DSIR -AE pour la période 2018–2025 (voir la figure 3).

Figure 3: Le Rwanda et les stratégies de la Banque pour les DSPs 2012–2016, 2017–2021 et 2022–2026



Source: BAD

Soutenir l'agenda de transformation du Rwanda grâce à la connaissance

La Banque accompagne ses financements et son assistance technique par des analyses approfondies, adaptées au contexte local, afin de maximiser leur impact.

L'un des récents produits phares est le **Rapport Focus Pays 2024**, lancé le 31 juillet 2024. Ce rapport offre une analyse détaillée et des recommandations stratégiques pour appuyer l'agenda de transformation du Rwanda. Le rapport a joué un rôle clé en guidant l'engagement actif du pays dans les réformes de l'architecture financière mondiale. Il examine le parcours de transformation structurelle du Rwanda, évalue les progrès réalisés et identifie les obstacles restants à surmonter pour accélérer cette transformation. Le document souligne les succès du Rwanda, notamment la levée de nombreux obstacles réglementaires et institutionnels grâce à des réformes continues, ainsi que la forte volonté politique qui soutient cette dynamique. Cependant, le rapport met également en lumière des défis persistants, tels que le déficit de compétences, la lente adoption des technologies, les lacunes en infrastructures et le manque de synergies entre les secteurs. Ces analyses permettent d'éclairer des décisions politiques essentielles, de renforcer la résilience du Rwanda face aux chocs climatiques et d'accroître sa capacité à mobiliser des ressources. Elles soutiennent également la croissance durable du pays et confortent son rôle de leader mondial dans les débats et réformes stratégiques.

Récapitulatif des engagements de la Banque au Rwanda au cours de la période 2012–2022

Le portefeuille de la Banque au Rwanda a doublé entre les périodes visées par les deux DSP : 2012–2016 et 2017–2021

Durant la période 2012–2022, le portefeuille actif de la Banque au Rwanda comprenait 38 projets pour un

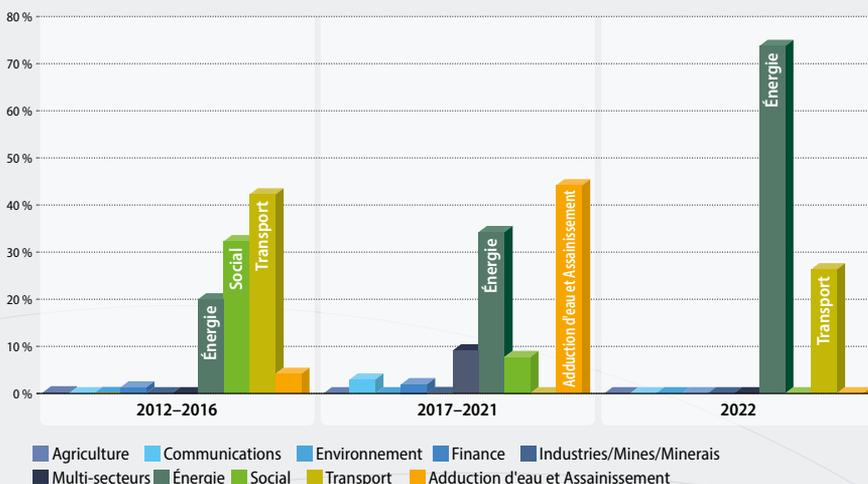
montant total de 1,75 milliard d'USD (1,33 milliard d'UC).

L'ensemble du programme de prêt a été mis en œuvre sur deux cycles de DSP, 2012–2016 pour le premier cycle et 2017–2021 pour le second. Le portefeuille de prêt a doublé, passant de 385 millions d'UC (513 millions d'USD) dans le DSP 2012–2016 à 780,5 millions d'UC (1,03 milliards d'USD) dans le DSP 2017–2021, et deux projets ont été approuvés en 2022 pour un montant total de 158 millions d'UC (210,1 millions d'USD). Cette croissance était principalement due à l'accès du Rwanda au guichet de prêts souverains de la Banque. Sur l'ensemble du portefeuille, 30 projets nationaux représentaient environ 85,3 % du volume total, tandis que les huit autres étaient des projets multinationaux. La taille du portefeuille du Rwanda a fluctué au cours de la période de 10 ans. La taille moyenne la plus faible a été enregistrée en 2015 (6,5 millions de dollars), tandis que 2020 a connu la taille moyenne la plus élevée (115,3 millions de dollars). S'agissant de la composition sectorielle, la plus grande partie du financement a été allouée au secteur de l'électricité (34,7 %), suivi du secteur de l'eau et de l'assainissement (27,2 %). Le secteur des transports représentait 15,4 % du volume total des prêts contre 13,9 % pour le secteur social (voir la figure 4).

Les guichets BAD et FAD ont été les principales sources de financement des projets de la Banque au Rwanda

L'analyse de l'évolution des prêts au portefeuille entre 2012 et 2022 révèle des tendances majeures. L'année 2018, en particulier, s'est distinguée par un plus grand nombre d'approbations nettes, et une part considérable du financement pour cette année a été allouée au secteur de l'énergie, à travers le financement axé sur les résultats (FAR). Cette initiative a marqué une étape importante, car c'était la première fois que la Banque utilisait le FAR comme instrument de financement de ses interventions. Le Rwanda

Figure 4 : Répartition sectorielle au cours de la période 2012–2022



Source: BAD

Figure 5: Évolution des investissements de la Banque au Rwanda de 2012 à 2023



Source: BAD

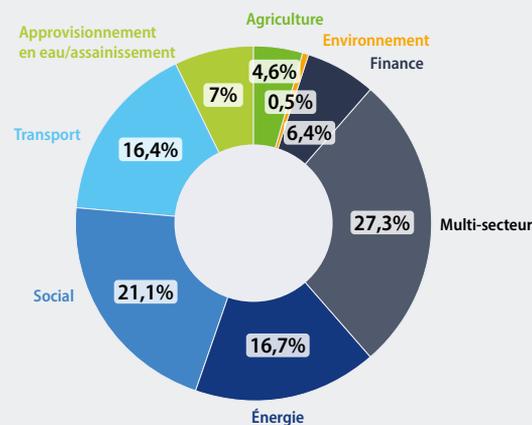
a été le pays pionnier dans l'application de cette approche pour la phase II du programme d'extension de l'accès à l'électricité (SEAP II), créant ainsi un précédent pour les futurs projets de la Banque. L'examen du financement du portefeuille fait apparaître une tendance contrastée, avec des montants variables d'une année à l'autre. On observe notamment une augmentation du financement entre 2012 et 2014 et entre 2015 et 2018. Une analyse plus approfondie a également mis en évidence une tendance haussière entre 2019 et 2020 (voir la figure 5).

Les interventions de la Banque ont été financées par 12 guichets différents au total, une part importante du financement provenant des guichets BAD et FAD. Ces deux guichets représentaient plus de 92% du montant total du portefeuille. Le guichet BAD a financé des projets couvrant divers secteurs tels que les technologies de la communication, la finance, l'électricité, les transports, l'eau et l'assainissement. Le guichet FAD quant à lui a financé principalement des projets multisectoriels, ainsi que des projets dans le secteur de l'électricité, des services sociaux et des transports.

Au cours de la période 2012-2022, 37 projets ont été menés à bien

De 2012 à 2022, la répartition des projets achevés entre les différents secteurs a révélé que les initiatives multisectorielles et de gouvernance représentaient 27,3% et les projets sociaux 21,1%. Les autres projets du portefeuille concernaient l'électricité et les transports (16% chacun), l'eau et l'assainissement (7%), la finance (6,4%) et l'agriculture (4,6%). Le portefeuille des projets achevés comprenait 28 opérations souveraines d'un

Figure 6: Répartition sectorielle des projets achevés au cours de la période 2012-2022



Source: BAD

montant total de 870 millions d'UC (1,14 milliard d'USD) et 9 opérations non souveraines d'un montant de 256,3 millions d'UC (337 millions d'USD). Les opérations souveraines se composaient de 21 projets nationaux et 7 projets multinationaux d'un montant combiné de 664,5 millions d'UC (873,7 millions d'USD) et de 205,8 millions d'UC (271 millions d'USD), respectivement.



Fournir des solutions énergétiques régionales pour dynamiser l'économie :

Le projet régional de centrale hydroélectrique de Rusumo Falls augmente l'approvisionnement en électricité et l'intégration énergétique régionale, fournissant 80 MW de puissance au Rwanda, à la Tanzanie et au Burundi, améliorant ainsi la sécurité énergétique et permettant le commerce d'électricité.

La contribution de la Banque au développement durable

Le soutien de la Banque au Rwanda s'est stratégiquement concentré sur le transport, l'énergie et l'eau, qui représentent à elles seules près de 73 % des interventions approuvées, offrant ainsi une base solide pour la croissance durable du pays. Au-delà de ces secteurs, l'engagement de la Banque s'étend à neuf autres domaines, dont l'agriculture, les infrastructures et la gouvernance, reflétant ainsi un engagement large en faveur des priorités de développement du Rwanda. Cette approche diversifiée permet à la Banque de s'adapter aux besoins évolutifs du pays tout en affinant constamment ses interventions, en s'inspirant des leçons tirées des expériences passées pour assurer un plus grand impact et une meilleure adéquation avec les objectifs de développement à long terme du Rwanda.

Promouvoir le développement durable par des interventions axées sur les infrastructures et des approches synergiques

L'accent stratégique mis par le Rwanda sur le développement des infrastructures vise à réduire considérablement les coûts pour les entrepreneurs qui investissent dans des domaines clés tels que les transports, les technologies de l'information et de la communication (TIC), l'énergie, l'eau et l'assainissement. Cette approche permet d'améliorer la performance des secteurs économiques vitaux, notamment les services, l'agriculture et l'industrie, et de faciliter par ailleurs l'accès des agriculteurs et des entrepreneurs au marché. Elle permet en outre de rationaliser la fourniture de services essentiels tels que les soins de santé. La Banque a joué un rôle déterminant en soutenant le développement des infrastructures au Rwanda, avec des résultats louables. Les projets achevés ont dépassé les objectifs fixés, ce qui témoigne de leur efficacité. Les projets en cours avancent également de manière satisfaisante. Cela montre que les efforts communs entrepris par le Rwanda et la Banque pour promouvoir des infrastructures de meilleure qualité durables et efficaces portent des fruits.

Transformation du secteur des transports : une décennie d'amélioration de la connectivité régionale et nationale

Entre 2012 et 2022, la Banque a mené à terme quatre grands projets d'infrastructures routières pour un montant total de 178,75 millions d'UC (237,73 millions d'USD). Ces projets comprennent deux projets nationaux, les projets routiers Butare-Kitabi-Ntendezi et Gitarama-Ngororero-Mukamira, ainsi que deux projets

régionaux, le projet routier Nyamitanga-Ruhwa-Ntendezi-Mwityazo entre le Burundi et le Rwanda et la phase 3 du projet d'aménagement routier et de facilitation des transports sur le corridor nord-sud entre le Rwanda et le Burundi. En outre, trois projets d'un montant de 239,3 millions d'UC (318,2 millions d'USD), financés par la Banque, sont en cours de mise en œuvre. Ces projets comprennent deux projets régionaux, le projet routier Busega-Mpigi et Kagitumba-Kayonza-Rusumo entre l'Ouganda et le Rwanda et la phase I du projet de réhabilitation des routes transfrontalières entre le Rwanda et le Burundi, ainsi qu'un projet national, le projet routier Base-Gicumbi-Rukomo-Nyagatara (voir l'encadré 2).

Par ailleurs, des préparatifs sont en cours pour la deuxième phase du Projet de routes transfrontalières visant à renforcer le commerce transfrontalier et l'intégration régionale entre le Rwanda et ses voisins (notamment le Burundi, la République démocratique du Congo et l'Ouganda). Cette phase concerne notamment la réhabilitation d'environ 215 km de routes transfrontalières, afin de les rendre conformes aux normes en matière de revêtement bitumineux et la construction d'un poste frontalier à guichet unique à Akanyaru Haut (frontière avec le Burundi) pour un montant d'environ 200,4 millions d'UC (266,5 millions d'USD). Le Projet d'amélioration des infrastructures de transport urbain à Kigali, d'un montant d'environ 75 millions d'UC (99,7 millions d'USD), est également en cours de préparation en vue d'un financement de la Banque d'ici fin 2024. Dans l'ensemble, ces deux opérations dans le domaine des transports porteront le portefeuille des transports au Rwanda à plus de 500 millions d'UC (665 millions d'USD) d'ici fin 2024, ce qui en fait l'un des secteurs dans lesquels la Banque investit le plus au Rwanda.

Encadré 2 : Aperçu des principales interventions de la Banque dans le secteur des transports au Rwanda

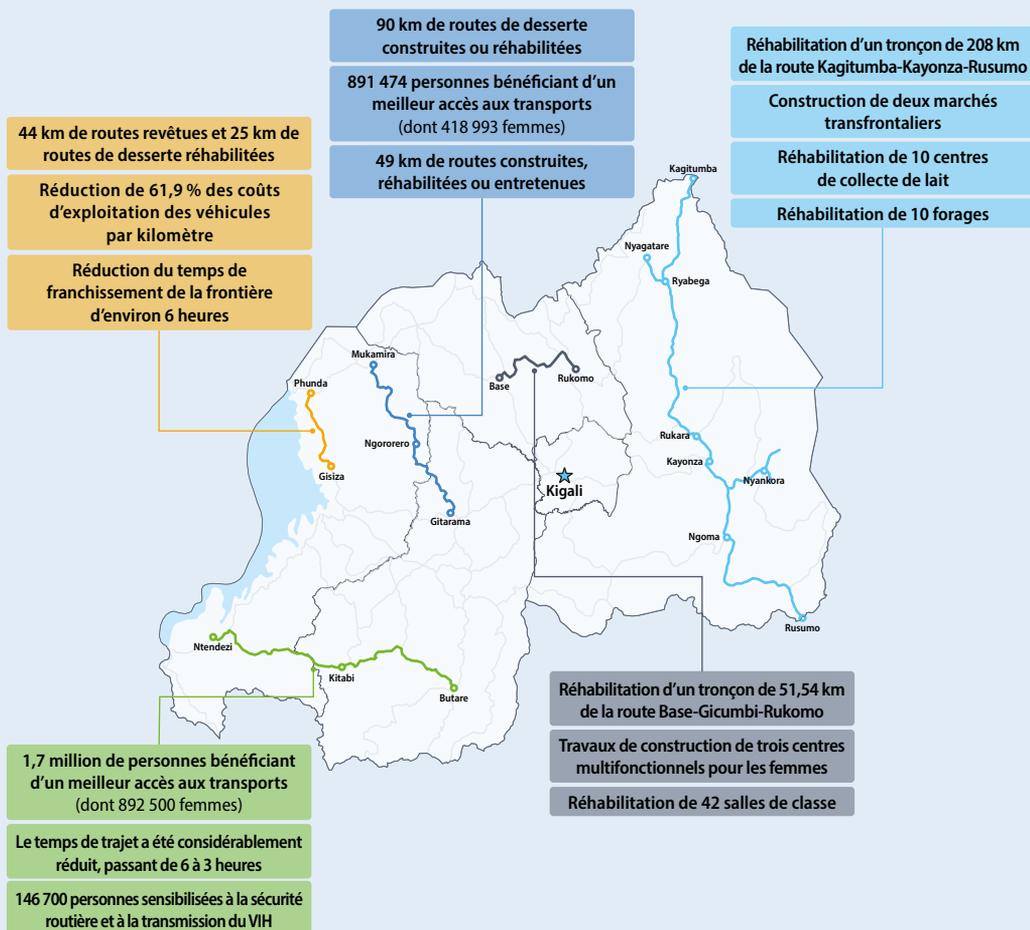


Tableau 7 : Résultats dans le secteur des transports

Transports	Projets achevés au cours de la période 2012-2022			Projets en cours
	Prévus	Réels	Taux	Prévus
● Routes construites, réhabilitées ou entretenues (km)	274	264	96 %	329
● Dont les routes frontalières	98	133	136 %	329
● Routes de desserte construites ou réhabilitées	311	218	70 %	-
● Poste-frontière	-	-	-	1

Source : Rapports d'Achèvement de Projet et Rapports de Supervision Élargie de la BAD

Les investissements stratégiques de la Banque dans les principaux corridors de transport et les routes de desserte ont considérablement contribué à améliorer l'accès de la population rwandaise aux transports (voir le tableau 7). Ce résultat a été atteint grâce à la construction de 264 km de routes, 133 km de

routes transfrontalières et 218 km de routes de desserte, ce qui a permis de réduire le temps de trajet au Rwanda et dans les pays voisins. La Banque a par ailleurs contribué à la réhabilitation de 329 km supplémentaires de routes régionales, dont la plupart ont déjà été achevées et livrées.

La route Rubavu-Gisiza, dans l'ouest du Rwanda, a été construite dans le cadre de la Phase 3 du Projet régional d'aménagement routier et de facilitation des transports sur le corridor nord-sud entre le Rwanda et le Burundi. Cette route a considérablement contribué à améliorer les transports le long du corridor nord-sud du pays. Il s'agissait de construire 63 km de routes principales (ainsi que 25 km de routes de desserte) reliant Rubavu, près de la frontière avec la République démocratique du Congo (à environ 14 km de Goma), à Gisiza. Au fil des années, le projet a permis d'améliorer l'indice d'accessibilité rurale dans la zone du projet, passant de 50 % en 2012 au taux spectaculaire de 79 % en 2022. Les avantages de ce développement des infrastructures sont multiples et bénéficient à la fois aux transporteurs, aux agriculteurs et aux commerçants. La réduction du temps et des coûts de déplacement a permis d'autonomiser ces parties prenantes, et d'améliorer l'accès aux services essentiels tels que les écoles et les centres de santé situés le long de la route nouvellement réhabilitée. Les inscriptions dans les écoles et la fréquentation des centres de santé notamment ont sensiblement augmenté (entre 20 à 30 % en moyenne) le long du corridor routier réhabilité. Le projet a par ailleurs permis de réhabiliter environ 680 mètres linéaires de clôture au profit de trois écoles.

La route Kagitumba-Kayanza-Rusumo¹², construite dans le cadre du projet routier régional Busega-Mpigi et Kagitumba-Kayanza-Rusumo entre l'Ouganda et le Rwanda, a considérablement amélioré le transport routier aux niveaux national et régional. La route de 208 km relie Kagitumba, dans le nord du Rwanda, à la frontière avec l'Ouganda et la Tanzanie, le long du corridor nord¹³, à Rusumo, à la frontière avec la Tanzanie, le long du corridor central¹⁴. Un tronçon routier de 35 km, entre Kabarondo et Akagera, a été construit pour compléter ce réseau et promouvoir le tourisme au parc animalier d'Akagera. Trente-sept kilomètres supplémentaires de routes urbaines le long des 208 km de routes principales réhabilitées ont été remis en état, afin de les rendre conformes aux normes en matière de revêtement bitumineux, ce qui a permis d'améliorer l'urbanisation le long du corridor routier. Avec la réfection de la route, trois hôtels ont été construits par des opérateurs privés pour faciliter les activités touristiques, et la durée du trajet entre Kagitumba et Rusumo a diminué de 50 %, et ne fait plus que 3 heures (contre plus de 6 heures avant la réhabilitation), contribuant ainsi à l'amélioration de la connectivité et au développement économique.

Le projet comprend par ailleurs la construction de ponts-bascules à Ntoma et Gatore, qui rendront les moyens de transport plus efficaces et faciliteront le commerce.

Le poste-frontière de Kagitumba a également été réhabilité, afin de simplifier la circulation et les échanges transfrontaliers. Pour améliorer le commerce régional, deux marchés transfrontaliers ont été construits près du poste-frontière de Rusumo et de la frontière de Kagitumba, facilitant ainsi les opérations commerciales. Le projet a également permis de réhabiliter six centres de collecte de lait et dix forages, contribuant ainsi à améliorer l'accès aux ressources essentielles et à soutenir les moyens de subsistance locaux. Le projet a, en outre, fait de l'égalité des genres et de l'autonomisation économique des femmes une priorité, comme en témoigne la formation de 800 commerçantes, la plupart étant impliquées dans le commerce transfrontalier aux deux frontières reliées par la route : la frontière de Kagitumba avec l'Ouganda et la frontière de Rusumo avec la Tanzanie.

Enfin, le projet routier

Base-Gicumbi-Rukomo-Nyagatare, qui est en voie d'achèvement, a permis de réduire considérablement le temps de trajet, qui est passé de 3 heures en 2014 à 1 heure seulement sur le tronçon Base-Gicumbi-Rukomo. Par ailleurs, la distance entre Masanze-Rukomo-Gicumbi a été considérablement réduite, passant de 160 à 106 km seulement. Ces réfections ont permis de réduire considérablement les coûts d'exploitation des véhicules, qui sont passés de 0,84 USD par véhicule-kilomètre en 2014 à 0,35 USD par véhicule-kilomètre. Cette route a contribué à accroître la mobilité et à réduire les coûts de transport le long du corridor nord entre le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, la République démocratique du Congo et le Burundi, ainsi qu'à améliorer l'accessibilité et les conditions de vie des habitants des provinces de l'est et du nord du Rwanda. Le projet a en outre contribué à la construction de trois centres multifonctionnels pour les femmes et la réhabilitation d'établissements scolaires (voir l'encadré 3).

Relever les défis liés à l'énergie : progrès, investissements et projets ultérieurs

La Banque a réalisé d'énormes investissements dans le secteur de l'énergie au Rwanda, en améliorant la fiabilité et l'accessibilité financière de l'électricité pour les ménages et les entreprises. De 2012 à 2022, la Banque a mené à bien quatre projets avec des engagements totaux s'élevant à 243,3 millions de dollars, dont 106,4 millions de dollars

12 Les résultats sont inférieurs aux attentes dans le tableau 7 car le projet n'est pas encore achevé. Cependant, toutes les routes sont déjà construites et fonctionnelles.

13 Le Corridor Nord (1 700 km) commence au port de Mombasa et dessert le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et l'Est de la RDC.

14 Le Corridor Central (1 300 km) commence au port de Dar es Salaam et dessert la Tanzanie, la Zambie, le Rwanda, le Burundi, l'Ouganda et l'Est de la RDC.

Encadré 3 : La construction d'une route permet d'améliorer les infrastructures et de renforcer les mesures de sécurité sur le chemin menant vers une école rwandaise



Miyove Group School, située dans le secteur de Miyove, district de Gicumbi, a connu une transformation exceptionnelle grâce à un projet routier.

La vie des élèves et des enseignants s'est considérablement améliorée, grâce à une meilleure accessibilité et aux aménagements qui ont suivi du fait du projet. Aujourd'hui, les élèves jouissent de tables-bancs, d'un environnement propre et d'une fourniture régulière d'électricité. La peur de se salir sur le chemin à destination et en provenance de l'école a disparu, grâce à la route permettant de pallier les conditions boueuses d'avant.

L'enseignante Josine M., qui a été témoin de cette transformation, a partagé son sentiment en ces termes : « *Ayant étudié dans cette école en 1987, je me souviens très bien de l'état lamentable dans lequel elle se trouvait. À l'époque, elle ne disposait pas des équipements de base et se trouvait en zone marécageuse. Les arbres et les pneus faisaient office de murs, et le sol était entièrement boueux. Il n'y avait pas de tables-bancs pour les élèves, et nous nous sommes efforcés de trouver le moyen de les faire asseoir confortablement. En conséquence, ils rentraient souvent chez eux sales à cause de la boue. De plus, notre sécurité était compromise, surtout pendant la saison des pluies, car la structure de l'école était instable et menaçait de s'effondrer. Le cadre d'apprentissage de l'époque était loin d'être propice à la formation des élèves. Le manque d'infrastructures a eu un impact négatif sur leurs études, leur capacité de concentration et leur bien-être général.* ».

L'impact de ces réfections sur l'enseignement et l'apprentissage est spectaculaire. Les enseignants sont à présent motivés pour dispenser correctement les cours, et les élèves peuvent se concentrer sur leurs études sans être distraits comme auparavant. La fourniture de tables-bancs a contribué à améliorer le confort et la concentration, ce qui s'est traduit par une amélioration des résultats scolaires.

L'exemple de Miyove Group School témoigne du pouvoir de transformation du développement des infrastructures routières. L'investissement dans l'éducation permet non seulement d'améliorer le cadre d'apprentissage, mais contribue également à créer un profond sentiment de fierté et de bonheur chez les élèves et les enseignants.

Tableau 8 : Résultats dans le secteur de l'énergie

Énergie	Projets achevés au cours de la période 2012-2022			Projets en cours
	Prévus	Réels	Taux	Prévus
● Puissance installée (MW)	26	26 ¹⁵	100 %	68 ¹⁶
● Lignes de transport d'électricité (km)	200	201	100 %	260
● Lignes de distribution d'électricité (km)	1 365	1 190	87 %	13 268
● Branchements électriques (nombre)	30 930	30 829	100 %	395 754

Source: Rapports d'Achèvement de Projet et Rapports de Supervision Élargie de la BAD

ont été directement investis par la Banque. Ces investissements ont eu des résultats positifs, notamment l'ajout de 26 MW de capacité de production d'électricité, la construction de 201 km de lignes de transport et de 1 190 km de lignes de distribution et l'installation de près de 30 930 nouveaux branchements électriques¹⁷ (voir le tableau 8). Par ailleurs, sept projets approuvés au cours de cette période sont en cours de mise en œuvre, notamment des initiatives telles que le projet

de centrale hydroélectrique de Ruzizi III, d'une capacité de 206 MW, et le projet d'interconnexions régionales de Rusumo. Ces initiatives visent à fournir environ 400 000 nouveaux branchements électriques afin d'améliorer l'accès au secteur agricole.

La Banque a joué un rôle décisif dans les efforts déployés par le Rwanda pour renforcer sa capacité de production d'électricité, grâce au projet KivuWatt,

15 Une ligne de crédit en faveur du développement du Rwanda a permis de financer une centrale électrique alimentée à la tourbe, d'une capacité totale de 80 MW, non encore opérationnelle. Elle n'est donc pas prise en compte dans les résultats escomptés et obtenus.

16 Il s'agit de la part du Rwanda dans le projet de centrale hydroélectrique régionale de Ruzizi III, d'une capacité de 206 MW (soit environ 68 MW), financé par la Banque. Elle utilisera des ressources en eau communes dans la région pour produire de l'électricité qui sera partagée équitablement entre le Rwanda, le Burundi et la République démocratique du Congo.

17 Chiffres basés sur les données du RAP à partir de 2020. Le nombre de branchements a finalement atteint 36 000.

Encadré 4 : L'énergie au service du progrès : le projet KivuWatt en faveur de solutions énergétiques innovantes



Pour faire face à une importante pénurie d'énergie et réduire le risque d'explosions dangereuses de méthane, la Banque a réalisé un investissement novateur dans une centrale électrique alimentée au méthane. Auparavant, le méthane potentiellement explosif emprisonné dans le lac Kivu mettait en danger la vie de 2 millions de personnes. Cependant, grâce à ce projet, le méthane emprisonné est désormais utilisé pour produire de l'électricité.

Le projet KivuWatt comprend une centrale d'extraction de gaz installée sur une barge à 13,5 km au large des côtes, un gazoduc immergé qui achemine le gaz comprimé jusqu'au rivage et une centrale électrique de 26 MW. La Banque a joué un rôle majeur en accordant un prêt de 25 millions d'USD, qui représentait près d'un cinquième du budget total du projet. Il s'agissait d'un partenariat public-privé, cofinancé par des bailleurs de fonds publics et privés.

Grâce à cet investissement, la capacité de production d'électricité du Rwanda a augmenté de 16% en 2022, contribuant ainsi à accroître considérablement l'accès du pays à une énergie plus abordable. Cette centrale au méthane, complétée par l'utilisation croissante de l'énergie solaire au Rwanda, a permis de réduire considérablement la dépendance du pays à l'égard du diesel.

d'une capacité de 26 MW, visant à convertir le gaz méthane en électricité. Cette centrale, la première du genre dans le monde, extrait le méthane des eaux du lac Kivu (voir l'encadré 4). Le projet KivuWatt a contribué à renforcer la stabilité du réseau et à réduire considérablement les émissions de carbone, ce qui a permis au Rwanda d'accomplir d'énormes progrès dans la réalisation de ses objectifs en matière de sécurité énergétique. En outre, le projet a procuré des avantages concrets aux citoyens rwandais, en élargissant l'accès à l'offre énergétique de haute qualité à l'échelle du pays. La centrale emploie actuellement 70 personnes dévouées, dont 17% de femmes. Des professionnels rwandais qualifiés occupent 60% de ces postes à temps plein, ce qui témoigne de l'engagement du projet en faveur du développement des compétences et de l'emploi au niveau local. Le projet KivuWatt démontre en outre son dévouement pour le bien-être de la communauté, en allouant 0,3% de ses bénéfices annuels à des initiatives sociales à fort impact. Ces initiatives s'étendent à un large éventail de projets, notamment la rénovation d'écoles locales et la mise en œuvre de programmes de formation pour les agriculteurs visant à promouvoir des pratiques agricoles et de pêche durables. Le projet KivuWatt collabore étroitement avec une école de formation technique locale, et offre aux élèves une formation pratique inestimable et la possibilité d'acquérir une expérience de travail. Ce partenariat permet non seulement d'améliorer l'employabilité de ces élèves, mais favorise également les avantages mutuels, à la fois pour l'institution académique et pour la centrale. Grâce à ces efforts concertés, le projet KivuWatt alimente les foyers et les entreprises du Rwanda, et dynamise ses communautés et sa main-d'œuvre future.

Le Projet hydroélectrique sur les chutes de Rusumo marque une avancée importante dans l'intégration de la production et du transport d'énergie au niveau régional. Cette initiative ambitieuse promet

des avantages considérables pour la Tanzanie, le Rwanda et le Burundi, en leur permettant de tirer parti collectivement des ressources hydroélectriques abondantes et diversifiées disponibles dans la région. Le projet Rusumo vise principalement à améliorer la fourniture d'électricité au Rwanda, en Tanzanie et au Burundi, grâce à la construction d'une centrale électrique de 80 MW et à la création d'interconnexions électriques entre les trois pays. Chaque pays devrait recevoir environ 26,7 MW à travers ces lignes interconnectées, ce qui renforcera la sécurité et la stabilité énergétiques régionales. Cette interconnexion permettra aux pays de se vendre l'électricité entre eux, et d'en vendre également aux pays voisins (voir l'encadré 5). Le projet a été finalisé en janvier 2024 et les trois unités sont opérationnelles. Cependant, en raison de problèmes de synchronisation, l'électricité est actuellement fournie de manière indépendante à chaque pays. Le financement de ce projet essentiel est facilité par des IFD, la Banque mondiale étant chargée de piloter le financement de la centrale électrique et la Banque se chargeant de financer les infrastructures de lignes de transport.

La Banque a mis en particulier l'accent sur l'amélioration de l'accès à l'électricité à travers des interventions d'investissement spécifiques. Plus précisément, les phases I et II du Projet d'amélioration de l'accès à l'énergie (SEAP-I et SEAP-II) et le Projet de renforcement du réseau de transport et de connectivité du dernier kilomètre visent à améliorer l'accès des ménages, des petites entreprises et des institutions publiques essentielles à une offre énergétique fiable, efficace et peu coûteuse.

Le projet SEAP-I a joué un rôle déterminant dans l'amélioration de l'accès à l'électricité dans les provinces du nord et de l'ouest du Rwanda. Grâce à ce projet, environ 1 190 km de lignes de distribution et des postes connexes ont été construits, permettant ainsi à de nombreux bénéficiaires d'avoir accès à l'électricité.

Encadré 5 : **Solutions énergétiques innovantes au Rwanda : utilisation du gaz et des ressources en eau**

Projet de production d'électricité à partir de gaz méthane – KivuWatt

① **La barge** puise l'eau dans une zone saturée en CO₂ et en méthane.



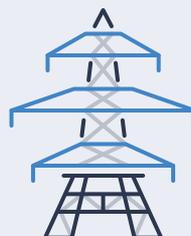
② **La centrale électrique** brûle le méthane pour générer de l'électricité.



③ **La sous-station** convertit l'électricité à la tension appropriée pour la transmission au réseau.



26 MW
de capacité installée



Projet de centrale hydroélectrique régionale de Rusumo

① **Le barrage** libère de l'eau du réservoir de stockage vers l'aval.



② **La centrale hydroélectrique** convertit l'eau en mouvement en électricité à l'aide de turbines et de générateurs.



③ **Le sous-station** convertit l'électricité à la tension appropriée pour la transmission au réseau.



80 MW
de capacité installée
répartie entre trois pays
(environ 26.7 MW par pays)



Tanzanie



Rwanda



Burundi

Le projet a notamment permis à 30 535 ménages (soit l'équivalent de 152 675 personnes), 210 écoles, 32 centres de santé et 52 bureaux administratifs locaux d'accéder à l'électricité. Il a en outre contribué à améliorer sensiblement la performance globale du réseau électrique. Par exemple, les déperditions enregistrées sur le réseau national sont passées de 23 % en 2012 à 19 % en 2020, ce qui témoigne de l'impact du projet.

Le projet SEAP-II est une initiative pilote pour la Banque, son tout premier projet recourant à l'instrument FAR. Ce projet porteur de transformation vise à construire environ 8 112 km de lignes de distribution dans tout le pays, ainsi que les postes nécessaires, tout en facilitant la pose de 193 336 nouveaux branchements électriques. Parmi ces branchements, 2 112 sont destinés à des

clients à usage productif, afin de stimuler les efforts d'industrialisation. Le projet vise par ailleurs à fournir des installations solaires à usage domestique à 124 800 ménages, ce qui permettra d'améliorer considérablement l'accès à des sources d'énergie propres et fiables. Il a notamment permis d'électrifier une vaste zone agricole dans le district de Nyagatare, à l'est du Rwanda. Cette réalisation a jeté les bases d'un projet agricole innovant, connu sous le nom de Gabiro Agribusiness Hub (pôle agro-industriel de Gabiro), qui devrait révolutionner les pratiques agricoles locales et renforcer la résilience économique et la sécurité alimentaire du Rwanda. Souvent comparée à un WeWork en phase pilote pour le secteur de l'agriculture, cette initiative visionnaire promet de redéfinir le paysage agricole, en encourageant l'innovation et la collaboration (voir l'encadré 6).

Encadré 6 : L'électricité au service du progrès : rôle déterminant joué par John BG dans l'alimentation en énergie du pôle agro-industriel de Gabiro au Rwanda



John BG, ingénieur de projet à Rwanda Energy Development Corporation Limited (EDCL), joue un rôle essentiel dans l'électrification du pôle agro-industriel de Gabiro. Financé par la Banque africaine de développement, ce projet ambitieux concerne l'électrification du projet Gabiro Commercial Farm, une initiative clé au sein du pôle de Nyagatare. Le projet, appelé *Électrification de l'exploitation agricole commerciale de Gabiro*, vise à fournir une alimentation électrique fiable au vaste système d'irrigation du pôle. Ce système est essentiel pour pratiquer des cultures sur une grande superficie, couvrant au départ 6 500 hectares et qui devrait s'étendre sur 16 000 hectares.

Doté de deux principales lignes électriques provenant directement du poste de Gabiro, le projet est équipé pour répondre aux besoins importants en électricité du pôle. Ces lignes alimentent huit stations de pompage et une prise d'eau qui achemine l'eau vers la décharge d'Akagera, facilitant ainsi l'irrigation de l'ensemble des terres.



S'étendant sur 26 kilomètres, l'infrastructure électrique comprend 24 transformateurs d'une capacité variable allant de 160 à 650 kWh, répondant non seulement aux besoins d'irrigation, mais également aux besoins en électricité des villages modèles du Programme de développement intégré (IDP) dans la région. Les habitants d'Akayange, de Rwabiharambo et d'autres localités, y compris Shimwa Paul, bénéficieront de cette offre énergétique de meilleure qualité.

Le projet témoigne de l'ingéniosité rwandaise, mise en pratique par des ingénieurs, des ouvriers travaillant sur les poteaux du réseau électrique et des travailleurs locaux. La communauté a joué un rôle déterminant dans l'avancement du projet, les techniciens locaux contribuant significativement aux efforts de construction et à la création d'emplois au sein de la communauté. Le projet constitue une étape importante vers le développement de l'agriculture et des infrastructures dans la région.

Enfin, le Projet de transport et de connectivité du dernier kilomètre permet d'améliorer considérablement l'infrastructure énergétique du pays. Ce projet est axé sur la construction de plus de 5 156 km de lignes de distribution et d'infrastructures connexes. Il vise à faciliter l'installation de 77 618 branchements électriques supplémentaires au profit de différents bénéficiaires, dont 77 470 ménages, 75 écoles, 8 centres de santé et 65 centres administratifs. Le projet prévoit par ailleurs la construction de 137 km de lignes de transport et de six postes. Ces équipements supplémentaires sont essentiels pour renforcer la capacité du réseau et faciliter l'acheminement sans encombre de 125 MW d'énergie propre produite par des centrales hydroélectriques. Cette approche globale permet d'élargir l'accès à l'électricité et garantit la résilience et la fiabilité du réseau énergétique rwandais, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs de développement durable du pays.

Élargissement de l'accès aux services d'alimentation en eau et d'assainissement durables

La Banque participe activement à des projets dans le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, en portant ses efforts sur l'amélioration de l'accès à des services durables et à un coût abordable. Entre 2012 et 2022, la Banque a approuvé au total 424,25 millions d'USD pour ce secteur. Le financement initial et le financement additionnel du Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement durables (RSWSSP) ont été approuvés en 2017 et 2018 respectivement. Parmi d'autres projets importants, on peut citer le Projet de fourniture d'eau

en vrac à Kigali, le Programme d'aménagement du barrage polyvalent de Muvumba et les Plans directeurs nationaux intégrés pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement au Rwanda. Au cours de cette période, deux projets ont été menés à terme : le Programme national d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural et le Projet de fourniture d'eau en vrac à Kigali. Ces investissements ont déjà permis à 710 650 personnes d'accéder à des services d'approvisionnement en eau de meilleure qualité et à 155 000 personnes d'accéder à des services d'assainissement améliorés. Ils ont par ailleurs permis de créer une capacité d'eau potable supplémentaire de 40 000 m³. Les projets en cours permettront à 1,1 million de personnes supplémentaires d'accéder à des services d'approvisionnement en eau de meilleure qualité et à près de 0,5 million de personnes d'accéder à des services d'assainissement améliorés (voir le tableau 9).

Le Projet de fourniture d'eau en vrac à Kigali est un partenariat public-privé (PPP) novateur entre le gouvernement du Rwanda et Kigali Water Limited, et représente le premier projet de production d'eau indépendante à grande échelle au Rwanda. Achevé en 2023, ce projet porteur de transformation était axé sur le développement, la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'une installation de distribution d'eau en vrac au sud de Kigali. En fournissant de l'eau propre et potable, le projet a contribué à améliorer considérablement la qualité de vie des Rwandais tout en répondant à la demande croissante d'eau fiable dans la ville et ses environs. Avec une capacité journalière de 40 000 m³/jour,

Tableau 9 : Résultats dans le secteur de l'eau et de l'assainissement

Eau et assainissement	Projets achevés au cours de la période 2012–2022			Projets en cours
	Prévus	Réels	Taux	Prévus
● Personnes bénéficiant d'un meilleur accès aux services d'approvisionnement en eau (nombre)	642 000	710 650	111 %	1 101 000
● Personnes bénéficiant d'un meilleur accès aux services d'assainissement (nombre)	155 000	155 000	100 %	475 480
● Conduites de transport et de distribution d'eau potable construites (km)	433	446	103 %	1 600
● Forages et puits construits/réhabilités et équipés (nombre)	1 000	887	89 %	0
● Capacité d'eau potable créée (m ³ /jour)	40 000	40 000	100 %	21 000
Réseau d'assainissement (km)	0	0	s/o	90
● Latrines/toilettes construites ou réhabilitées (nombre)	16 000	17 001	106 %	0

Source : Rapports d'Achèvement de Projet et Rapports de Supervision Élargie de la BAD

l'installation dessert à la fois Kigali et les zones avoisinantes, contribuant ainsi à l'atteinte d'environ 11 % de l'objectif national de production d'eau défini dans la Stratégie nationale de transformation (NST-1). Cette démarche s'inscrit dans la volonté résolue du Rwanda de garantir l'accès universel à l'eau potable d'ici 2024, 89,2 % des ménages rwandais bénéficiant déjà d'un accès à l'eau potable selon des données de 2021 de l'Institut national de la statistique du Rwanda (NISR). Le projet a par ailleurs permis de réduire considérablement le déficit hydrique à Kigali et dans sa périphérie urbaine, le faisant passer d'environ 50 000 m³/jour à environ 36 922 m³/jour. Cette réduction a permis d'atténuer les pénuries d'eau dans les zones industrielles, commerciales et résidentielles situées dans le périmètre du projet, contribuant ainsi au développement durable et à la prospérité du Rwanda.

De plus, la phase II du Programme national d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural (RWSS), achevée en 2015, a contribué à améliorer considérablement l'approvisionnement en eau et l'assainissement au Rwanda. Ce programme a été mis en œuvre dans 15 districts de trois provinces, à savoir les provinces du Nord, de l'Ouest et du

Sud, couvrant ainsi une grande partie du pays¹⁸. Le programme a permis de fournir de l'eau potable à 710 650 personnes, dépassant l'objectif initial de 642 000 personnes, grâce notamment à la pose de 443 km de conduites d'eau et à l'aménagement de 887 sources d'eau. De plus, les installations d'assainissement du programme (construction de 17 001 latrines) ont bénéficié à 155 000 personnes.

Fort du succès de ce projet, la Banque a approuvé, en 2017, un financement de 121,137 millions d'USD du guichet BAD et de 50 millions d'USD de l'AGTF au profit du **Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement durables**, d'un montant total de 262 millions d'USD, avec un cofinancement du gouvernement et de la BEI. Le programme vise à améliorer les infrastructures d'approvisionnement en eau, notamment par la construction/remise en état de la station d'épuration de Nzove afin d'ajouter 55 000 m³/jour à la ville de Kigali et de la station d'épuration de Gihira II (capacité de 15 000 m³/jour), ainsi que par la réhabilitation de la station d'épuration de Gihira existante (capacité de 8 000 m³/jour). Il vise en outre à réhabiliter/étendre les réseaux de distribution d'eau dans six villes satellites. Parmi les améliorations en matière d'assainissement, on peut

18 Il s'agit des districts de Musanze, Burera, Rulindo, Gicumbi, Gakenke, Rubavu, Nyabihu, Rutsiro, Ngororero, Karongi, Nyamasheke, Rusizi, Muhanga, Ruhango et Nyanza.

Encadré 7 : Transformer les vies : l'histoire de Nadine I. qui bénéficie d'un meilleur accès à l'eau et à un prix abordable dans sa communauté



Nadine I., une habitante profitant du nouveau système d'approvisionnement en eau de sa communauté, témoigne des transformations profondes qu'elle a observées grâce à ce projet. Se remémorant le passé, elle déclare : « Avant l'arrivée de la citerne et du château d'eau, nous étions confrontés à la pénurie d'eau et ne recevions de l'eau qu'une fois par semaine du puits local. »

L'introduction du système de carte a révolutionné l'accès à l'eau potable dans sa région. « Auparavant, les factures d'eau étaient exorbitantes, mais aujourd'hui, grâce au système de carte, elles sont beaucoup plus raisonnables. Même en mon absence, toute personne possédant une carte peut aller chercher de l'eau à condition d'avoir de l'argent », explique Iradukunda. Ce système a non seulement contribué à faciliter davantage l'accès à l'eau, mais a également amélioré son accessibilité financière, allégeant de ce fait la charge financière de familles comme la sienne.



Par rapport aux difficultés vécues avant ce changement, Iradukunda affirme : « Obtenir de l'eau était une véritable gageure. Nous devions souvent envoyer des vélos au centre de Kicukiro pour aller chercher de l'eau ». Le nouveau robinet d'eau a apporté soulagement et joie à sa communauté. « Nous nous réjouissons de ce changement. Cela a fait une réelle différence dans notre vie quotidienne », conclut-elle avec une profonde gratitude.

citer la réhabilitation/remise en état des réseaux d'assainissement à Kigali, la construction d'un réseau d'assainissement centralisé, l'installation de canalisations d'égout dans les bâtiments existants, la construction de quatre stations de traitement des boues fécales et la création de quatre décharges modernes pour la gestion des déchets solides dans les villes satellites. Le programme vise à améliorer l'approvisionnement en eau fournie à 1,1 million de personnes et les services d'assainissement destinés à plus de 475 000 personnes (voir l'encadré 7), en améliorant la fiabilité, la durabilité, la santé publique et la capacité d'exploitation et d'entretien de l'entreprise publique responsable de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement (Water and Sanitation Corporation, WASAC).

Dans le cadre de ses efforts continus pour stimuler le développement durable du Rwanda, la Banque a adopté une approche plus ciblée au cours de la période restante du DSP (2023–2026), en se concentrant sur l'eau et l'assainissement en tant que priorité pour améliorer la productivité agricole grâce à l'irrigation et améliorer la prestation de services grâce à des réformes politiques et au renforcement de la gouvernance. En 2023, la Banque africaine de développement a approuvé **le Programme de transformation durable de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement au Rwanda**, avec un investissement total de 250 millions USD (188 millions d'UC), visant à améliorer l'infrastructure de l'eau et de l'assainissement à travers le pays. En outre, la Banque a approuvé un appui budgétaire sectoriel - **le Programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement durables et résilients**, d'une valeur

de 100 millions d'USD (75 millions d'UC), renforçant ainsi son engagement en faveur des objectifs à long terme du Rwanda en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Renforcement de la capacité et de la résilience économiques grâce au développement des compétences, à la croissance du secteur privé et à l'appui aux chaînes de valeur agricoles

Promouvoir l'éducation et l'innovation afin de développer les compétences et garantir l'employabilité

La Banque accorde une grande importance au développement des compétences et à la formation, afin d'améliorer l'employabilité de la main-d'œuvre, en mettant l'accent essentiellement sur les femmes et les jeunes. Elle a accompagné cette initiative par des opérations d'appui budgétaire axées sur les réformes, des investissements dans des institutions de formation, y compris les universités, ainsi que par la fourniture d'une assistance technique.

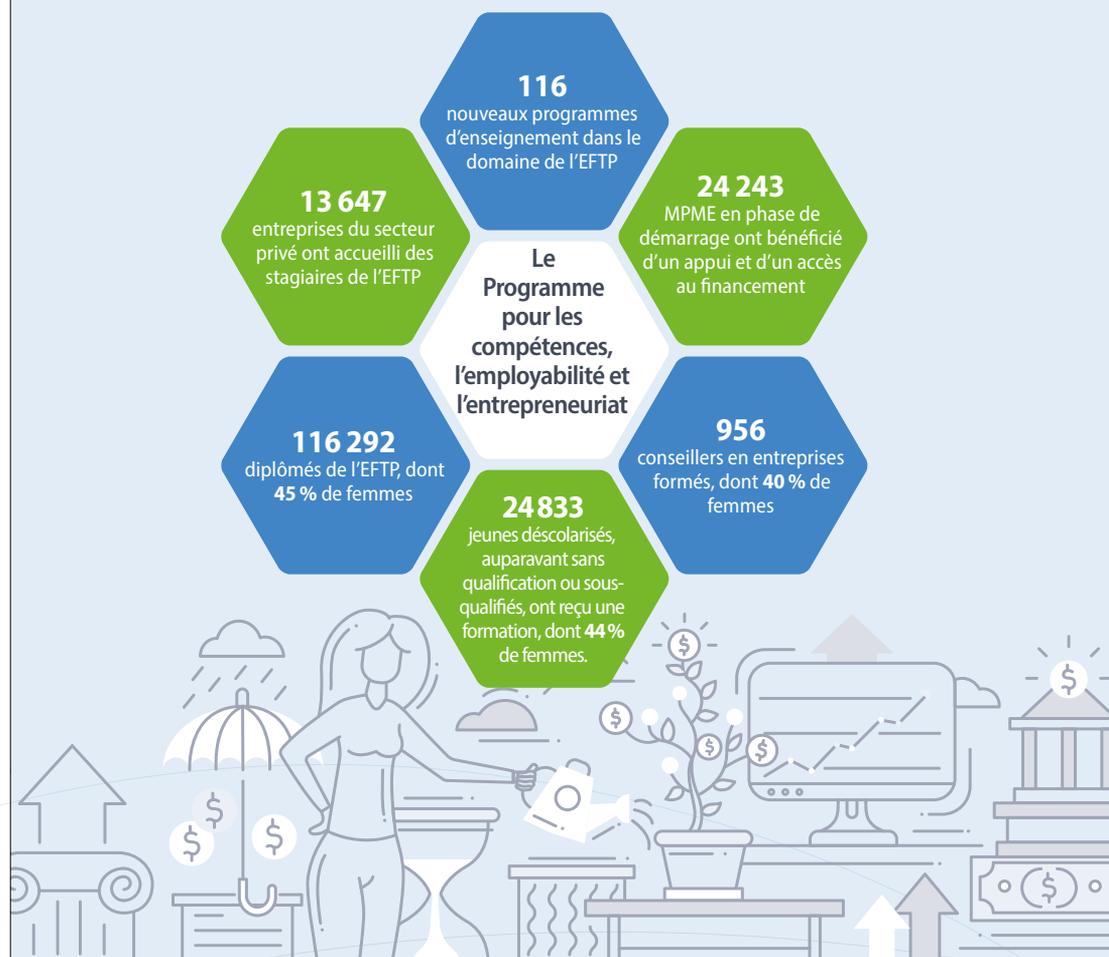
Le Programme pour les compétences, l'employabilité et l'entrepreneuriat (SEEP) a été mis en œuvre en trois phases afin d'appuyer les réformes économiques du Rwanda, en mettant l'accent sur le développement des compétences, l'employabilité, l'entrepreneuriat et la croissance des entreprises. Les programmes SEEP II et III, achevés respectivement en 2016 et 2017, ont poursuivi les réformes engagées dans le cadre du programme SEEP I. Le programme a mis l'accent sur le développement de compétences techniques de niveau

Tableau 10: Résultats en matière de compétences et d'éducation

Indicateurs en matière de compétences et d'éducation	Projets achevés au cours de la période 2012-2022			Projets en cours
	Prévus	Réels	Taux	Prévus
● Personnes bénéficiant d'un meilleur accès à l'éducation (nombre) dont les femmes	157 877 70 556	205 007 91 234	130 % 129 %	98 53
● Personnes bénéficiant d'une formation professionnelle (nombre) dont les femmes	157 634 70 418	204 718 91 173	130 % 129 %	113 61
● Salles de classe et structures d'appui à l'enseignement construites/réhabilitées (nbre)	86	74	86 %	

Source : Rapports d'Achèvement de Projet et Rapports de Supervision Élargie de la BAD

Encadré 8: Le Programme pour les compétences, l'employabilité et l'entrepreneuriat (SEEP) en chiffres



intermédiaire, en particulier chez les femmes et les jeunes, afin de répondre aux besoins de secteurs clés tels que l'industrie manufacturière, la construction, l'agro-industrie et l'énergie. Le programme SEEP a par ailleurs contribué à renforcer les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans ces secteurs, stimulant ainsi la productivité et facilitant la transformation économique (voir l'encadré 8). La Banque a également financé le **Programme de développement des compétences et des entreprises (SBDP)**, mis en œuvre entre 2017 et 2020, en remplacement du programme SEEP. Il visait à renforcer l'entrepreneuriat, à stimuler la production nationale et à réduire les importations. Entre autres réalisations notables figurent la création d'emplois, notamment 313 956 emplois non agricoles. Le programme a permis de diversifier les exportations, faisant passer leur part dans le PIB de 8,6 % en 2016 à 12,3 % en 2019¹⁹. Des défis subsistent malgré les réussites, tels que la prédominance des microentreprises, l'accès limité au financement et à la technologie et les barrières culturelles à l'entrepreneuriat.

En plus d'impulser des réformes clés en matière de compétences, d'employabilité et d'entrepreneuriat, la Banque a considérablement contribué à promouvoir l'éducation et l'innovation, en investissant dans des établissements scolaires de pointe. Elle a notamment apporté un appui au **Projet de centre d'excellence régional en TIC**, qui a abouti à la création de l'université Carnegie Mellon Afrique (CMU Afrique) en 2018. Au sein de la Cité de l'innovation de Kigali, CMU Afrique propose des programmes de master en technologies de l'information, en ingénierie, en intelligence artificielle et en génie électrique et informatique. En 2022-2023, CMU Afrique avait admis 290 étudiants originaires de 20 pays, dont 60 % du Rwanda et 30 % de femmes. Avec 158 étudiants diplômés au printemps 2023, CMU Afrique a atteint un taux d'embauche de 99 %, dépassant l'objectif de 90 %, et un taux de satisfaction des employeurs de 95 %. Par ailleurs, 10 % des diplômés poursuivent des programmes de doctorat entièrement financés à l'étranger. L'université accueille 38 formateurs de 12 pays, et a favorisé le développement de 60 projets économiques, dont 10 % sont détenus par des femmes. Un laboratoire d'innovation industrielle apporte un appui à huit projets d'étudiants, dont Hepta Analytics et CropAI, des solutions novatrices en matière d'IA. De nombreux diplômés ont lancé des start-ups dans le domaine de la technologie qui fournissent des services à des clients tels qu'Amazon Web Services et Microsoft.

Par ailleurs, la Banque a accompagné la phase initiale du **Projet de centres d'excellence de l'Afrique de l'Est pour le renforcement des compétences et l'enseignement supérieur en sciences biomédicales**, qui vise à créer un réseau d'excellence en sciences biomédicales et en ingénierie. Conscients que la pénurie de professionnels qualifiés dans le secteur biomédical entrave les progrès en matière de soins de santé en Afrique de l'Est, ces centres se spécialisent dans des domaines tels que la néphrologie et l'urologie au Kenya, l'oncologie en Ouganda, les maladies cardiovasculaires en Tanzanie, et le génie biomédical et la cybersanté au Rwanda. Ils offrent une formation de haute qualité aux experts et aux diplômés, en collaborant avec des institutions prestigieuses pour élaborer des programmes d'études, échanger des enseignants, accéder à des ressources et mener des recherches. Le Centre d'excellence régional en génie biomédical et en cybersanté est désormais opérationnel au Rwanda²⁰ (voir l'encadré 9).

Stimuler le développement du secteur privé et la création d'emplois, même si des progrès restent à faire

Les interventions de la Banque dans le développement du secteur privé se sont alignées sur l'objectif du gouvernement de stabiliser l'économie, de stimuler la croissance et de mettre en œuvre des réformes structurelles pour favoriser la participation du secteur privé. Dans le secteur financier, les prêts approuvés par la Banque servaient à accompagner la stratégie du gouvernement visant à stimuler la croissance du secteur privé et à créer des emplois. Entre 2012 et 2022, la Banque a manifesté son appui à travers trois lignes de crédit accordées à diverses institutions financières. Elles ont eu un impact considérable sur la capacité des institutions bénéficiaires à financer leur expansion et à contribuer au développement de l'économie nationale. Elles cadraient parfaitement avec la stratégie du gouvernement rwandais en matière de croissance du secteur privé et de création d'emplois, définie dans la Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté (I et II). La mise en œuvre des lettres de crédit a permis d'augmenter les liquidités des institutions de crédit en les aidant à diversifier leurs priorités sectorielles et à élargir leurs portefeuilles de prêts. De nombreuses entreprises ont ainsi pu accéder à des financements à long terme, ce qui a facilité l'extension de leurs activités et créé plus de 10 000 nouveaux emplois. Il importe cependant de noter que les lettres de crédit n'ont pas ciblé efficacement les bénéficiaires comme souhaité.

19 La mise en œuvre réussie de la politique « Made in Rwanda » et de la stratégie de reconquête du marché intérieur a contribué à la diversification des exportations en dehors du café, du thé et des minerais, en introduisant de nouveaux produits d'exportation tels que les fleurs, les cuirs et les peaux.

20 L'éducation STEM fait référence à une approche interdisciplinaire de l'apprentissage qui intègre les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques.

Encadré 9 : Centre d'excellence régional de l'université du Rwanda : une référence en matière d'innovation médicale en Afrique de l'Est



La faculté de médecine de l'université du Rwanda, abritant le Centre Régional d'Excellence en Ingénierie Biomédicale et en E-santé, répond aux besoins critiques en matière de soins de santé au Rwanda et en Afrique de l'Est. Dirigé par le professeur associé David T., le centre se consacre à combler la pénurie de professionnels qualifiés en ingénierie biomédicale et en E-santé, fournissant une expertise indispensable pour maintenir et exploiter des équipements médicaux complexes. Le centre accorde une priorité à l'ingénierie de réhabilitation, en particulier au remplacement des membranes corporelles, afin de réduire la nécessité pour les patients de se faire soigner à l'étranger. Ses programmes inclusifs mettent l'accent sur l'équilibre entre les sexes, avec une participation féminine significative dans les domaines de l'ingénierie biomédicale et de l'E-santé. En collaboration avec le Ministère de la Santé et le Centre Biomédical du Rwanda, le centre négocie des contrats pour internaliser des services de conseil auparavant sous-traités. Avec un plan stratégique quinquennal en place, il vise à étendre ses partenariats avec des institutions mondiales comme l'Université de Washington et des universités européennes.

La lettre de crédit (LoC) à la Banque du Rwanda, approuvée en mai 2017, a été initiée pour soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les entités corporatives dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'énergie, la fabrication et le logement abordable. Les objectifs principaux étaient de stimuler l'emploi durable, de réduire la pauvreté et de favoriser le développement socio-économique. Grâce à cette LoC, la Banque de Développement du Rwanda (BRD) a financé 21 projets dans divers secteurs, tels que l'agriculture, l'énergie, l'horticulture, la construction et l'immobilier.

Cependant, bien que ces réalisations soient prometteuses, il est nécessaire de comprendre de manière plus nuancée l'impact global de la LoC. Bien que l'initiative ait attiré 36,5 millions de dollars en lignes de crédit directes et en investissements en capital, les données complètes sur l'utilisation et les résultats de ces fonds restent limitées. L'estimation de la création de 8 004 emplois permanents et saisonniers en 2019, bien que significative, mérite une exploration plus approfondie pour évaluer la durabilité et la qualité de ces opportunités. Des projets notables comme YUMNI Ltd., qui devrait ajouter 80 MW d'électricité au réseau national, illustrent le potentiel de tels investissements. Cependant, une évaluation plus approfondie est essentielle pour apprécier pleinement les effets plus larges sur le développement du secteur privé au Rwanda.

De plus, le secteur privé, en particulier le secteur de l'énergie, joue un rôle essentiel dans le développement des infrastructures en Afrique. La Banque fournit des conseils aux entreprises et aux gouvernements concernant la restructuration des projets énergétiques et les questions juridiques et réglementaires. La centrale hydroélectrique sur le fleuve Ruzizi, à la frontière entre la RDC et le Rwanda,

constitue un exemple. Elle représente le premier partenariat public-privé régional dans le secteur de l'électricité en Afrique. Grâce à la contribution de la Banque, le projet a mobilisé près de 200 millions d'USD d'investissements privés, ce qui a permis de diminuer les coûts de l'électricité dans les deux pays, en réduisant la dépendance à l'égard des petites centrales thermiques. Le projet se propose de créer une centrale électrique de 147 MW et un poste de distribution dans le cadre de ses objectifs de développement des infrastructures.

Transformer le paysage agricole du Rwanda
L'agriculture est une pierre angulaire de l'ambitieuse feuille de route du Rwanda en matière de développement, comme le souligne la Vision 2050 et comme le confirment la Politique agricole nationale (NAP) et le Plan stratégique pour la transformation de l'agriculture sur la période 2018-2024 (PSTA IV). L'agriculture, un secteur clé de l'économie, embauche environ 70 % de la population. La Banque a soutenu des investissements dans des infrastructures essentielles telles que l'énergie, le transport et l'eau, qui sont déterminantes pour réaliser l'objectif du Rwanda de faire naître un secteur agricole solide et résilient face au changement climatique. Plus précisément, de 2012 et 2022, la mise en œuvre réussie de trois projets agricoles d'envergure a constitué une avancée concrète vers la réalisation de cette vision transformatrice. Grâce à ces projets, la Banque a contribué à la création de 696 nouvelles entreprises agroalimentaires, a amélioré la gestion de l'eau sur 850 hectares de terres et a apporté un appui à 77 209 agriculteurs au total utilisant des intrants améliorés. Par ailleurs, la Banque soutient le Rwanda dans ses efforts visant à promouvoir l'innovation et à doper la productivité dans son secteur agricole, grâce au programme TAAAT (Technologies pour la transformation de l'agriculture en Afrique).

Tableau 11: Résultats dans le secteur de l'agriculture

Indicateurs agricoles	Projets achevés au cours de la période 2012-2022			Projets en cours
	Prévus	Réels	Taux	Prévus
● Nouvelles entreprises agroalimentaires ayant bénéficié d'un appui (nombre)	522	696	133 %	-
● Terres avec une gestion améliorée de l'eau (ha)	850	850	100 %	50 000
● Agriculteurs utilisant des intrants améliorés (nombre)	76 308	77 209	101 %	50 000

Source : Rapports d'achèvement de projet et Rapports de Supervision Élargie de la BAD

Encadré 10: Transformation des vies et autonomisation des communautés : impact du projet PAIGELAC sur les pêcheurs au Rwanda



Atanas T., ancien pêcheur sur le lac Muhazi, a assisté à une transformation exceptionnelle de son métier et de sa communauté. Le projet a fourni du matériel et des techniques de pêche modernes essentiels, et a contribué à l'adoption de mesures de sécurité telles que les gilets de sauvetage. Il a en outre facilité la construction d'un siège de coopérative dans le district de Gicumbi, sous la supervision d'Atanas T., le président du syndicat. Avant de rejoindre la coopérative, Atanas T. décrivait leur travail comme s'apparentant à du braconnage, ce qui se traduisait souvent par un gaspillage des revenus. Cependant, en tant que membres d'une coopérative, ils épargnent désormais de l'argent, jouissent de revenus stables et contribuent au développement de la communauté en payant leurs impôts. Atanas T. attribue cette réussite à l'appui matériel et à la formation au leadership fournis par le projet, qui ont permis d'améliorer les pratiques agricoles et d'assurer l'éducation de ses enfants. Avec les changements en cours, Atanas T. envisage un avenir prometteur pour le secteur de la pêche sur le lac Muhazi, avec une plus grande implication de la communauté dans des coopératives durables, en particulier parmi les jeunes et les femmes.

Le Projet d'appui à l'aménagement intégré et à la gestion des lacs intérieurs (PAIGELAC), financé à hauteur de 16,4 millions d'USD par la Banque, a considérablement contribué à améliorer la productivité de la pêche dans les lacs et étangs du pays. Grâce au développement des infrastructures de pêche et aux programmes de renforcement des capacités, la gestion durable de la pêche a été considérablement améliorée dans 17 lacs. Cet appui a contribué à transformer les associations en coopératives, ce qui a permis d'autonomiser les agriculteurs et d'augmenter sensiblement les rendements (voir l'encadré 10). Ainsi, le projet a permis d'obtenir des stocks de poissons durables, ce qui a entraîné une augmentation exceptionnelle de la production annuelle, qui est passée de 13 000 à 17 159 tonnes par an, atteignant presque l'objectif de 17 400 tonnes. L'accès au marché des produits de la pêche a également été amélioré. Le revenu des agriculteurs a augmenté de 20 %. Par ailleurs, la mise en œuvre de techniques de création de terrasses dans le cadre du projet a eu des

effets bénéfiques sur l'environnement, en réduisant le ruissellement et la pollution, en régénérant les lacs et en transformant des terres auparavant infertiles en terres cultivables. Le projet a créé 985 emplois permanents dans les fermes piscicoles et 293 231 emplois temporaires (chiffre impressionnant) dans les activités de protection des bassins versants, renforçant ainsi l'économie locale.

Le Programme d'appui aux infrastructures d'élevage (LISP) a été lancé en décembre 2011 pour promouvoir la croissance et les avantages économiques de l'industrie laitière et de l'élevage. Il comportait deux principales composantes : l'appui aux infrastructures du secteur de l'élevage et le renforcement des capacités afin d'améliorer la sécurité alimentaire. À la clôture du programme LISP en décembre 2015, à bonne date et sans report, il avait atteint ses objectifs. Entre autres réalisations dignes d'intérêt figurent : la construction et l'équipement de 60 centres de collecte de lait, l'approvisionnement en eau pour le bétail sur des

exploitations de 5 511 hectares et la création de cinq usines de production d'aliments pour le bétail. Par ailleurs, 12 marchés des produits d'élevage ont été construits, 77 kilomètres de routes ont été bitumés, 3 abattoirs modernes ont été créés et 5 centres de mise en quarantaine pour le bétail ont été construits ou réhabilités. Enfin, 210 techniciens d'insémination ont reçu des motos, et 525 techniciens vétérinaires ont bénéficié d'une formation de courte durée. Ces réalisations mettent en lumière la détermination et l'efficacité du programme LISP dans l'appui aux infrastructures d'élevage, à l'amélioration de la sécurité alimentaire et au renforcement des capacités dans le secteur.

Le Projet d'appui au développement agricole de Bugesera (PADAB), financé à hauteur de 14,8 millions d'USD par la Banque et mis en œuvre entre 2006 et 2013, a eu un impact considérable sur cette région, sujette à des sécheresses récurrentes. L'irrigation de la vallée de Mwesa et le développement des filières agricoles (maïs, manioc, banane, riz) ont redynamisé la production locale. L'aménagement des marais de Rurambi a permis à 1 680 ménages d'accéder à de nouvelles terres irriguées. Les infrastructures comprennent une digue de protection de 9,5 km, deux stations de pompage, 65,5 km de canaux d'irrigation, 44 km de système de drainage, 30 km de routes et 10 aires de séchage, ce qui permet de dégager 850 hectares irrigables. La production sur les collines a sensiblement augmenté, notamment en ce qui concerne la banane, le manioc et le maïs. Le poids d'un régime de bananes est passé de 25 à 80 kg, et le rendement d'un plant de manioc

de 5 à 30 kg. Par ailleurs, 69 166 arbres fruitiers greffés ont été plantés, dont 32 % dans des vergers. De plus, 11 780 bénéficiaires ont été formés aux techniques agricoles, à la gestion des coopératives et à la vente. Une enquête a révélé que le revenu annuel des agriculteurs a augmenté de 200 %, grâce à l'accroissement des rendements et aux initiatives de développement, réduisant ainsi la pauvreté et l'exode rural.

Le Rwanda a énormément bénéficié du **programme TAAT (Technologies pour la transformation de l'agriculture en Afrique)**, qui vise à intensifier l'innovation agricole dans toute l'Afrique. Grâce à cette initiative, il est possible d'accéder à des variétés de cultures améliorées, à de meilleures pratiques agricoles et à des chaînes d'approvisionnement solides. Au Rwanda, le programme TAAT a contribué à améliorer considérablement les systèmes de production semencière du pays. Le programme a par ailleurs formé des transformateurs de manioc, des producteurs d'aliments pour le bétail et des coopératives à Kigali, à la transformation des épluchures de manioc en aliments pour bétail de haute qualité, grâce à une technique innovante consistant à broyer les épluchures de manioc de haute qualité (HQCP). En dotant les participants de ces compétences, le programme TAAT offre une alternative rentable au maïs, ce qui permet de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer les moyens de subsistance locaux. Le programme apporte également un appui aux entrepreneurs engagés dans des petites et moyennes entreprises agroalimentaires (voir l'encadré 11).

Encadré 11 : De Vendeuse de Rue à PDG : Le Parcours Inspirant de Réussite Entrepreneuriale de Dusabe Noeline au Rwanda



Après avoir terminé ses études secondaires, Noeline D. a été confrontée à des difficultés financières qui l'ont empêchée de poursuivre des études universitaires. En 2012, elle a créé un petit commerce pour vendre des frites de patate douce et du thé africain à Kayonza, au Rwanda. Malgré un capital modeste, elle a réussi à épargner et à développer son activité.

Le parcours entrepreneurial de Noeline a pris un tournant important avec l'appui du programme TAAT. Grâce à ce programme, elle a reçu une formation sur la fabrication de produits à partir de la patate douce à chair orange, notamment des biscuits, ce qui a permis de réduire les coûts de production et d'améliorer la qualité des produits. Le programme lui a également apporté un appui technique et l'a mise en relation avec des agriculteurs commerciaux pour un approvisionnement régulier en produits de qualité supérieure.

Aujourd'hui directrice de Dusabe Group Company Limited, Noeline a construit une usine d'une valeur de 23 millions de RWF (25 871 dollars), emploie 10 salariés permanents et fournit des produits à des supermarchés, magasins et restaurants. Elle vient également en aide à sa famille en payant les frais de scolarité de ses frères et sœurs. Noeline D. souhaite poursuivre sa formation en administration et gestion des entreprises et continuer à développer son entreprise. L'appui de programme TAAT a été déterminant dans son parcours pour devenir une femme entrepreneure prospère et inspirer d'autres jeunes à s'engager dans l'agro-industrie.

Enfin, en 2023, la Banque a approuvé le **Projet de développement de l'agroforesterie pour une agriculture durable**, financé par le Programme d'investissement forestier (FIP) du Fonds d'investissement climatique. D'un coût total de 18 millions d'USD, ce projet vise à renforcer la résilience du Rwanda face au changement climatique, à travers la restauration et la stabilisation des paysages à l'aide de systèmes agroforestiers, afin de contribuer à la pérennité de l'agriculture et à la croissance

verte. Parmi les principales interventions figurent la réhabilitation de 50 000 hectares de terres dégradées avec des espèces d'arbres agroforestiers, fruitiers et fourragers, et la promotion de la mise au point de matériel de reproduction des arbres sur une superficie de 500 hectares. Par ailleurs, 50 000 ménages agricoles recevront une formation et des équipements pour les processus agroforestiers, ainsi que pour le développement des chaînes de valeur et la transformation des produits agroforestiers.



Autonomiser la jeunesse rwandaise :

Le programme de compétences, d'employabilité et d'entrepreneuriat de la Banque a formé des jeunes Rwandais pour le travail et la création d'entreprises, en mettant l'accent sur la création d'emplois et la croissance économique, avec une attention particulière pour les jeunes femmes.

Principaux enseignements

Facilitée par son partenariat stratégique avec la Banque africaine de développement, la transformation économique du Rwanda constitue un exemple puissant de résilience et d'innovation. En tant que pays enclavé, le Rwanda a su tirer parti de l'intégration régionale et d'investissements significatifs dans les infrastructures pour devenir un pôle de connaissances et de TIC de premier plan en Afrique. Cette section présente les principales leçons tirées de l'engagement de la Banque au Rwanda et de l'évaluation indépendante des Documents de Stratégie Pays (DSP) 2012-2021. Malgré des avancées significatives, telles que le triplement de l'accès à l'électricité, la lutte contre la pauvreté et la création d'opportunités d'emploi pour les jeunes demeurent des priorités incontournables.

Le chemin du Rwanda vers la prospérité : tirer parti de l'intégration régionale, de l'innovation et des infrastructures pour une croissance inclusive

Exploiter l'intégration régionale pour la croissance économique. Bien que le Rwanda soit enclavé, il a su utiliser l'intégration régionale et le dynamisme de son secteur des services pour stimuler sa croissance et diversifier son économie. L'approche stratégique du pays, visant à pallier son accès limité aux routes maritimes, a été essentielle à son développement. L'émergence du Rwanda en tant que hub régional de connaissances, de TIC et de services en est une illustration éloquent. Cette stratégie a été soutenue par des investissements massifs dans les infrastructures, notamment dans les secteurs du transport et de l'énergie. Entre 2012 et 2023, l'accès à l'électricité est passé de 16,8 % à 75 %, soit une multiplication par trois. Cette expansion impressionnante a été rendue possible grâce à des solutions énergétiques innovantes exploitant les ressources en gaz et en eau, bénéficiant ainsi à plus de six millions de personnes, ainsi qu'à des milliers de petites entreprises et d'institutions publiques. Au cours de la première moitié du DSP 2022-2026, un nombre additionnel de 375 543 ménages et 2 306 connexions à des fins productives (écoles, établissements de santé, petites entreprises et bureaux nationaux) ont bénéficié d'un raccordement au réseau et d'un raccordement hors réseau, améliorant considérablement les conditions de vie à travers le pays²¹.

La résilience économique du Rwanda se manifeste par sa capacité à maintenir une dynamique positive malgré les incertitudes mondiales. Le pays a

systématiquement dépassé la moyenne de l'Afrique subsaharienne, enregistrant un taux de croissance du PIB réel de 7 %, contre une moyenne régionale de 4 %. Cette performance robuste illustre l'efficacité des stratégies audacieuses du Rwanda en matière d'innovation et de diversification économique. Toutefois, cette réussite économique a également mis en lumière de nouveaux défis, notamment en matière d'emploi et de réduction de la pauvreté.

Renforcer l'accent sur la réduction de la pauvreté et l'emploi des jeunes. Le Rwanda s'est distingué comme un acteur proactif dans la lutte contre la pauvreté en Afrique, réussissant à sortir près de 1,3 million de citoyens de la pauvreté au cours de la période de référence. Cependant, la pandémie de la COVID-19 a inversé une partie de ces progrès. Les résultats d'une enquête nationale sur les ménages, actuellement en cours, fourniront des statistiques actualisées sur la pauvreté et orienteront l'élaboration d'une stratégie ciblée pour la réduction de la pauvreté. Ces dernières années, les progrès ont ralenti, soulignant la nécessité d'intensifier les efforts pour préserver les acquis. Les défis structurels, tels que les pressions démographiques, la faible productivité agricole et les chocs climatiques, continuent de freiner une réduction plus rapide de la pauvreté.

Par ailleurs, la transformation économique, principalement portée par le secteur des services, a entraîné un taux de chômage élevé parmi les jeunes, atteignant 22 % chez les 16-30 ans. Ce chômage des jeunes constitue un frein à l'exploitation du dividende démographique du pays. Malgré de nombreuses initiatives, y compris les projets soutenus

21 <https://www.afdb.org/fr/documents/rwanda-revue-mi-parcours-du-document-de-strategie-pays-2022-2026-et-de-la-performance-du-portefeuille-pays-2023>

par la Banque pour doter les jeunes de compétences spécialisées, ces efforts n'ont pas encore produit suffisamment de créations d'emplois. Ce décalage persistant entre croissance économique et création d'emplois souligne la nécessité d'une approche plus ciblée en matière de développement du capital humain, ainsi que d'incitations accrues pour attirer les investissements privés.

S'attaquer aux causes profondes pour accélérer une croissance inclusive. Pour combler l'écart entre croissance, réduction de la pauvreté et emploi des jeunes, il est essentiel d'aller au-delà des besoins immédiats en infrastructures et de traiter les causes sous-jacentes de ces défis. Cette approche nécessite une stratégie multidimensionnelle, comprenant un soutien accru au développement rural, une amélioration de la productivité agricole et un meilleur accès aux marchés pour les petits exploitants agricoles. Par ailleurs, il est crucial d'aligner les programmes de développement des compétences sur les besoins du marché du travail, en favorisant une collaboration plus étroite entre les établissements éducatifs et le secteur privé. En abordant ces causes profondes, le Rwanda pourra accélérer sa croissance inclusive, garantissant une répartition plus équitable des bénéfices de son succès économique au sein de sa population.

Les interventions de la Banque au Rwanda offrent également des enseignements précieux pour l'avenir

Sélectivité et concentration stratégique. L'approche de la Banque, consistant à se concentrer sur un nombre restreint de projets plus vastes et à fort impact, s'est avérée efficace au Rwanda, en particulier dans les secteurs du transport et de l'énergie. En consacrant 73 % de ses ressources aux domaines à fort impact lors des deux derniers cycles de stratégies pays, la Banque

a obtenu des résultats significatifs, notamment une amélioration de la connectivité régionale et un accès élargi à une électricité fiable. À l'avenir, il sera essentiel que la Banque conserve cette approche sélective en alignant ses projets futurs sur les besoins immédiats du Rwanda tout en tenant compte des objectifs de durabilité à long terme. Cela implique de prioriser les investissements qui favorisent une croissance économique durable tout en s'attaquant à des défis émergents comme le changement climatique et la durabilité environnementale.

Approche globale de la durabilité des infrastructures.

Le Rwanda a réalisé des avancées significatives dans le développement des infrastructures, posant ainsi les bases d'une croissance future solide. Cependant, les évaluations indépendantes des projets financés par Banque mettent en lumière des défis récurrents, notamment en matière de durabilité financière et opérationnelle. Dans le secteur de l'eau, par exemple, les tarifs ne couvrant pas les coûts, les pertes d'eau élevées dues à des infrastructures obsolètes et les inefficacités des systèmes de facturation compromettent la viabilité à long terme. La Banque a répondu de manière stratégique en soutenant des réformes visant à améliorer la durabilité financière et l'efficacité opérationnelle, notamment par l'adoption de partenariats public-privé et de technologies avancées telles que les systèmes SCADA (Supervisory Control and Data Acquisition) pour améliorer la gestion de l'eau et réduire les pertes. Des initiatives de renforcement des capacités sont également prioritaires, dotant les équipes locales des compétences nécessaires pour gérer et entretenir efficacement les infrastructures. Ces efforts ciblés témoignent de l'engagement de la Banque à garantir que les investissements dans les infrastructures du Rwanda continuent de générer une valeur durable, en répondant aux défis de durabilité soulignés dans les récentes évaluations d'IDEV.



Innover dans l'éducation en santé :

Le Centre régional d'excellence en ingénierie biomédicale et e-santé, financé par la Banque africaine de développement et les États membres d'Afrique de l'Est, vise à développer une main-d'œuvre qualifiée en sciences biomédicales et en e-santé pour répondre aux besoins du marché du travail de la région.

Perspectives

L'objectif ambitieux du Rwanda de devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici 2035, étayé par un engagement en faveur de l'unité nationale et une croissance inclusive, constitue un tournant pour un pays dont l'histoire a été marquée par des bouleversements sociaux et politiques. La Banque demeure absolument résolue à faire progresser le Rwanda sur la voie du développement, de la neutralité carbone et de la résilience d'ici 2050. Ces efforts communs nécessitent une profonde transformation de la société et de l'économie, conformément à la vision du Rwanda pour un avenir prospère et harmonieux.

Promouvoir des infrastructures résilientes au changement climatique pour un développement durable

Il est fondamental de remédier au manque d'infrastructures afin d'assurer le progrès socioéconomique du Rwanda, et la Banque africaine de développement s'engage à jouer un rôle déterminant à cet égard. L'appui de la Banque vise à promouvoir le bien-être des ménages, à favoriser une croissance inclusive et à attirer les investissements du secteur privé, ce qui stimulera la création d'emplois et entraînera la transformation économique.

Dans le secteur de l'énergie, la Banque donnera la priorité aux investissements verts, en particulier dans les sources renouvelables telles que le solaire et l'hydroélectricité, parallèlement à l'extension des réseaux électriques. L'objectif est d'améliorer la qualité et la quantité de l'électricité fournie, de réduire les émissions et de renforcer la résilience face au changement climatique. Plus précisément, l'accent mis sur la fourniture d'une électricité fiable et à un coût abordable dans les zones industrielles devrait contribuer à accélérer la transformation structurelle de l'économie. Cette mesure stratégique devrait contribuer à améliorer le rapport coût-efficacité et stimuler la création d'emplois, renforçant ainsi les efforts du Rwanda visant à s'assurer un avenir plus résilient et durable.

Dans le secteur des transports, les efforts de la Banque seront axés sur l'amélioration des réseaux de transport afin d'améliorer la connectivité nationale et régionale. Cette initiative vise à réduire le temps de trajet et les coûts d'exploitation des transports, en facilitant la fourniture et la consommation efficaces de services publics tels que les soins de santé primaires et les services de vulgarisation agricole. Un meilleur accès aux marchés contribuera à autonomiser les agriculteurs, ce qui se traduira par une amélioration de la rentabilité et du bien-être, ainsi que des intrants et des marchés pour leurs produits. Conformément à notre engagement, une assistance technique sera fournie pour étudier et remédier à l'état actuel du secteur des

transports. Nos projets prioritaires dans le programme indicatif de prêt comprennent le projet d'intégration des transports urbains de Kigali (KUTI) avec un engagement de 75 millions d'UC (99,75 millions de dollars) pour réduire les retards dans la mobilité urbaine, améliorer l'accès pour les cyclistes et les piétons, et adapter la ville à la vie urbaine.

Les interventions dans les domaines de l'eau et de l'assainissement joueront un rôle essentiel dans le progrès du Rwanda vers l'atteinte de l'ODD 6, qui vise à garantir un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement. Ces efforts amélioreront non seulement la santé publique en réduisant les maladies d'origine hydrique, mais contribueront également au développement économique local à travers des projets d'infrastructure rurale, tels que les systèmes d'irrigation destinés aux petits exploitants agricoles. En augmentant la fiabilité de l'approvisionnement en eau, ces interventions aideront à stabiliser la productivité agricole, rendant ce secteur plus résilient face aux changements climatiques. Par conséquent, le nombre de personnes bénéficiant de services d'eau améliorés devrait passer de 3,53 millions en 2024 à 5,44 millions d'ici 2026, et l'accès aux services d'assainissement devrait s'étendre à 656 480 personnes supplémentaires d'ici la même période.

Apporter un appui aux secteurs clés pour un développement économique durable

La collaboration entre le Rwanda et la Banque va au-delà des infrastructures, et s'étend aux secteurs clés de l'économie, à savoir les services, l'agriculture, l'industrie et le développement des compétences. Les priorités de la Banque dans le domaine de l'agriculture visent notamment à développer les compétences, à combler les lacunes dans les chaînes de valeur agricoles et à faciliter un meilleur accès au financement. Elle s'engage par ailleurs à contribuer au développement de compétences adaptées aux besoins de l'industrie, à favoriser l'enseignement des STEM et à promouvoir l'innovation et l'entrepreneuriat. Elle s'attèle à mettre en œuvre un programme de prêt (2024-2028) comprenant la création de centres

d'excellence pour le développement des compétences dans le secteur de l'aviation au Rwanda. Un prêt de 23,6 millions d'USD a été approuvé pour construire et équiper un nouveau centre de formation à l'aviation à Kigali. Le centre, dont l'ouverture est prévue en 2025, devrait accueillir jusqu'à 500 étudiants et proposer des formations pour les pilotes, le personnel de maintenance et le personnel de cabine, ainsi que des formations concernant les opérations d'expédition et les services d'urgence aéroportuaires. Le projet donnera une nouvelle impulsion à l'ambition du Rwanda de devenir une plaque tournante de l'aviation régionale et d'attirer des investissements internationaux dans le secteur de l'aviation. Cette stratégie globale s'aligne sur les objectifs de création d'emplois, de réduction de la pauvreté et de mise en place d'une économie fondée sur les connaissances, contribuant ainsi de manière significative à la réalisation des objectifs de développement durable.

Consciente des difficultés rencontrées par le Rwanda pour attirer des financements privés, la Banque salue l'approche proactive adoptée par le pays concernant le lancement de son Fonds d'investissement vert en 2022. Doté d'un capital initial de 104 millions d'USD, ce fonds vise à appuyer les petites et moyennes entreprises qui investissent dans des projets verts. Grâce aux prêts concessionnels, aux garanties et au financement de la préparation des projets, le fonds prévoit de mobiliser au moins 364 millions d'USD de financement. Ces investissements devraient générer au moins 372 000 emplois et permettre de réduire les émissions de dioxyde de carbone d'un million de tonnes d'ici à 2030. Cette initiative pionnière témoigne de l'engagement du Rwanda en faveur du développement durable, et s'inscrit parfaitement dans la vision de la Banque pour un avenir plus vert et plus prospère.



Faire progresser la croissance verte au Rwanda :

Le programme polyvalent de développement des ressources en eau de Muvumba, soutenu par le financement climatique, exploite l'eau pour l'irrigation, l'usage domestique, le bétail et l'énergie hydroélectrique, garantissant la durabilité et la résilience face au changement climatique.

Conclusion

Au cours des dernières décennies, le Rwanda a réalisé des progrès économiques et sociaux remarquables grâce à sa collaboration avec la Banque et d'autres partenaires au développement. Parmi les accomplissements notables, on relève une croissance économique soutenue, avec un taux moyen annuel de 7 % entre 2012 et 2022, ainsi qu'une augmentation du revenu par habitant, passant de 633 USD en 2012 à 906 USD en 2022. Le niveau de vie s'est nettement amélioré, comme en témoignent l'augmentation de l'espérance de vie, qui est passée de 46 ans en 1994 à 69 ans en 2022, et les progrès enregistrés dans la mobilisation des ressources fiscales nationales pour atteindre une plus grande autonomie budgétaire.

Toutefois, plusieurs défis persistent et nécessitent une attention continue. Le Rwanda a réussi à sortir près de 1,3 million de citoyens de la pauvreté au cours de la période de référence. Cependant, la pandémie de la COVID-19 a inversé une partie de ces progrès, soulignant l'importance de poursuivre des efforts soutenus pour préserver et renforcer ces acquis durement obtenus. Cette situation met en évidence l'importance de redoubler d'efforts pour non seulement préserver ces acquis, mais aussi les renforcer durablement. La création d'emplois et le développement des compétences peinent à répondre aux besoins croissants de la jeunesse, qui constitue près de 40 % de la population rwandaise. En 2023, le taux de chômage national atteignait 16,8 %, avec un taux de chômage des jeunes de 22 %. De plus, la transformation structurelle attendue ne s'est pas encore pleinement concrétisée, limitant ainsi la réallocation des ressources humaines et financières vers des secteurs plus productifs, indispensable à une croissance économique rapide et durable.

Le Rwanda fait face à des contraintes géographiques importantes, notamment son enclavement, une topographie difficile, une diversification économique limitée et une forte densité de population, combinée à une faible productivité. Ces facteurs amplifient sa vulnérabilité aux chocs climatiques récurrents, perturbant les infrastructures essentielles et affaiblissant la résilience des communautés. Pour répondre à ces défis, le gouvernement a lancé la Vision 2035, qui ambitionne de transformer le Rwanda en une économie verte et compétitive à revenu intermédiaire. Ce plan ambitieux repose sur des investissements dans des infrastructures résilientes au climat et le développement des compétences nécessaires pour réduire les coûts des affaires et attirer des investissements.

La Banque reste pleinement engagée à soutenir les objectifs du Rwanda en comblant les déficits en infrastructures et en compétences, indispensables pour réussir la transformation structurelle et renforcer la compétitivité du pays. En tant que chef de file de la coordination des interventions des donateurs au sein des plus hautes instances, la Banque veille à la bonne mise en œuvre des politiques afin de maximiser les résultats en matière de développement. Ses priorités dans le Document de stratégie pays sont étroitement alignées sur les High 5 et sur les objectifs de développement durable (ODD).

Des efforts soutenus seront essentiels pour continuer à améliorer les moyens de subsistance des Rwandais, notamment en comblant les lacunes critiques en matière d'infrastructures, en renforçant le développement des compétences et en encourageant la gestion durable des ressources. S'appuyant sur les enseignements tirés des interventions précédentes, la Banque se tient prête à soutenir ces initiatives en mobilisant des partenariats de cofinancement, en accordant la priorité aux projets à fort impact et en renforçant le développement des capacités pour assurer une mise en œuvre efficace et une durabilité à long terme.



Tirer parti des réseaux énergétiques régionaux :

Le Projet régional de centrale hydroélectrique de Rusumo est une initiative transformatrice qui génère 80 MW d'énergie propre. Cette production est partagée équitablement entre le Rwanda, la Tanzanie et le Burundi. En permettant à ces pays d'accéder conjointement aux diverses sources d'énergie de la région, le projet renforce les réseaux énergétiques et favorise un développement durable.

Annexe - Note méthodologique

Cette note a pour but de montrer comment le présent rapport met en évidence les progrès du pays en matière de développement et les résultats obtenus par la Banque.

Niveau 1 : Suivi des progrès accomplis par le pays en matière de développement

Les indicateurs de niveau 1 (voir le chapitre 1) permettent de suivre les résultats en matière de développement à long terme qui façonnent le contexte général du pays. Ces indicateurs sont basés sur des données provenant de statistiques nationales ou internationales.

Niveau 2 : Mesure des résultats des opérations financées par la Banque dans le pays

Les indicateurs de niveau 2 (voir le chapitre 3) présentent les résultats escomptés et obtenus des projets achevés par la Banque entre 2012 et 2022 au Rwanda. Les résultats prévus des projets approuvés par la Banque entre 2012 et 2022 sont indiqués dans une colonne distincte.

Les sources de données sont les rapports de supervision des projets de la Banque pour les résultats escomptés et les rapports d'achèvement de projet de la Banque pour les résultats obtenus. Il convient de souligner qu'il s'agit des résultats de l'ensemble des projets, et pas seulement de la partie financée par la Banque.

Les puces de couleur verte (●), orange (●), rouge (●) ou grise (●) sont attribuées à chaque indicateur de niveau 2. Pour les projets clôturés entre 2012 et 2022, une puce verte indique que la Banque a atteint au moins 85 % des résultats escomptés, une puce orange correspond à une réalisation comprise entre 70 et 85 % et une puce rouge est utilisée pour les réalisations inférieures à 70 %. Une puce grise est attribuée aux résultats escomptés des projets approuvés entre 2012 et 2022 et qui sont toujours en cours.



www.afdb.org



À propos de cette publication

Depuis 2011, la Banque africaine de développement (la Banque) publie la Revue annuelle sur l'efficacité du développement (RAED) afin d'évaluer son impact global sur le développement à travers l'Afrique. En complément de la RAED, la Revue sur l'efficacité du développement par pays (REDP) offre une analyse détaillée, spécifique à chaque pays, des performances opérationnelles et des activités de la Banque dans ses pays membres régionaux. Alors que la RAED fournit une analyse annuelle du développement à l'échelle du continent, la REDP adopte une approche à plus long terme, en se concentrant sur l'efficacité des interventions de la Banque dans un pays donné.

La REDP vise à évaluer l'efficacité des opérations de la Banque, le succès dans l'atteinte des objectifs de développement des pays, la qualité de ses interventions et leur impact sur le développement. Elle sert également d'outil de gestion essentiel, favorisant l'amélioration continue des opérations et des processus organisationnels de la Banque.

Comme la RAED, la REDP contribue à renforcer la transparence et la responsabilité envers ses actionnaires, partenaires et bénéficiaires.



GRUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DEVELOPPEMENT

Grupe de la Banque africaine de développement

Avenue Joseph Anoma - 01 B.P. 1387
Abidjan 01, Côte d'Ivoire



www.afdb.org